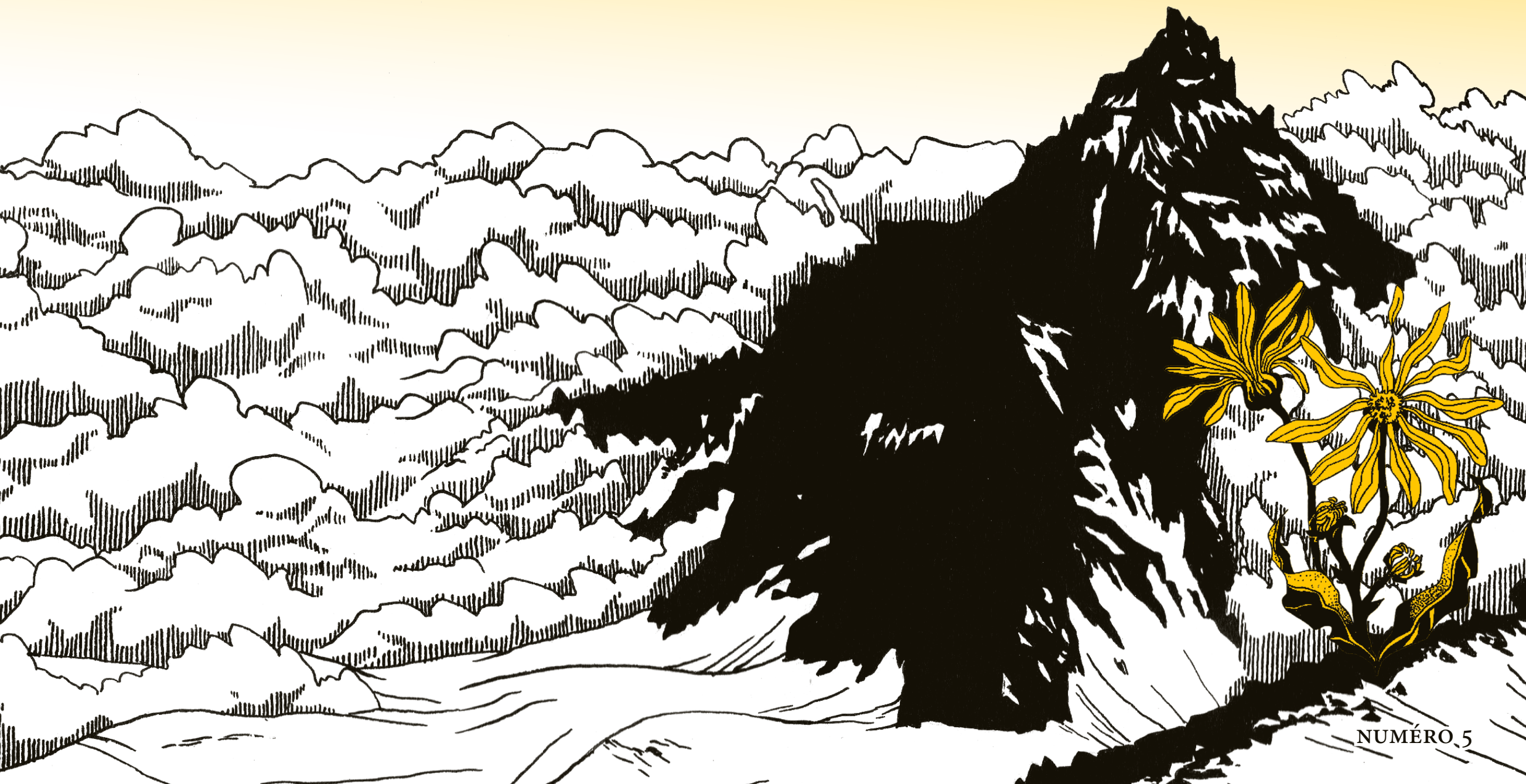


« *Des moutons, pas des camions!* disait le slogan, d'accord, aujourd'hui on n'a plus les moutons, mais on a les camions quand même. »

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES



NUMÉRO 5

En couverture : « J'étais indigné ; à en juger à la chaleur que je sentais à la tête, mes joues devaient être extrêmement rouges. Cette circonstance me fait comprendre les paroles que j'entendis alors à travers le bourdonnement de mes tempes :

– Il m'effraie, notre pauvre ami. Monsieur Mouche, veuillez ouvrir la fenêtre. Il me semble qu'une compresse d'arnica lui ferait le plus grand bien. »

Anatole France, *Le crime de Sylvestre Bonnard*, 1849.

NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons.

Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...



Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Hiver - printemps 2019/20

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

La parution du prochain numéro de Nunatak est prévue pour la fin du printemps. Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

revuenunatak@riseup.net

Nunatak
c/o La Lézarde
66 Grand rue
30270 Saint-Jean-du-Gard

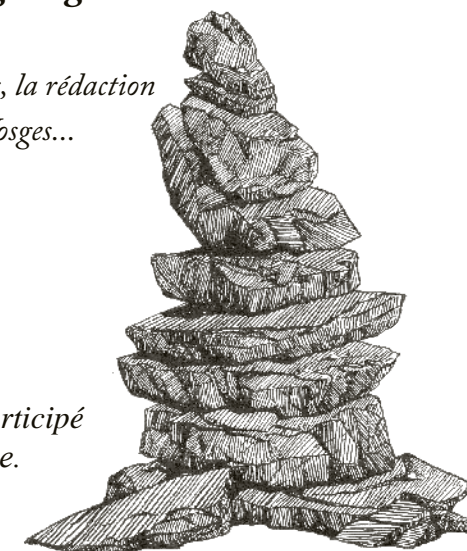
Pour la distribution, il est possible de commander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

revuenunatak-diffusion@riseup.net

Les articles et les numéros de Nunatak sont consultables en ligne sur revuenunatak.noblogs.org

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées et les Vosges...

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.



ÉDITO 2

PROMENONS-NOUS DANS LES BOIS 5

PENDANT QUE LE LOUP N'Y EST PLUS

NICOLE ÉCOUTE AUX PORTES 18

ENTRETIEN À PROPOS DE RADIOS, D'ANIMAUX
ET D'UN BOUT DU VALGAUDEMAR

LA FIN DU MONDE, L'EAU ET LE FEU 30

LA CATASTROPHE DU BARRAGE DU GLENO

TRANSHUMANCES 36

UNE REVUE SAISONNIÈRE (1978-1990)

IMBROGLIO SUR LE MARKSTEIN 44

UNE HISTOIRE D'ARNICA DANS LES VOSGES

VOYAGE, VOYAGE ! 56

INTERVIEW DE L'OFFICE DE L'ANTITOURISME



ÉDITO

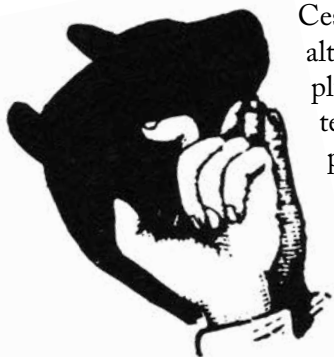
La randonnée que nous allons entamer nous mènera sur des chemins escarpés où l'équilibre risque d'être difficile à tenir. Tel un funambule des montagnes, nous essayerons de ne pas chuter car il nous faudra mettre en évidence des contradictions sans tomber dans la critique facile qui vise à moraliser ou à faire culpabiliser.

Nous observons autour de nous un intérêt grandissant pour tout un ensemble de choix de vie qu'on pourrait qualifier d'alternatifs. Autonomie alimentaire ou énergétique, écoconstruction, écoles alternatives, médecines douces, régimes alimentaires divers et variés, économie sociale et solidaire, etc.

On pourrait a priori se dire « Eh bien quoi ? Chacun fait fait fait c'qui lui plaît plaît plaît, non ? » Certes. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici de juger ce que chacun met dans son assiette ou comment on occupe son temps libre.

Plus questionnant par contre est le fait que ces choix de vie individuels sont très souvent présentés comme des choix militants et forts, une solution politique aux problèmes sociaux et environnementaux. Dans ce foisonnement d'alternatives, certains y verront un moyen de détruire le capitalisme, mettant ainsi en pratique la théorie dite « de la tâche d'huile » : montrer l'exemple, la voie à suivre, en incitant les autres à « s'y mettre aussi » et alors, peu à peu, le nouveau monde remplacera l'ancien. Ce mouvement ne se trouve-t-il pas amplifié par les angoisses liées à « l'effondrement programmé du capitalisme et de la planète » ?

Ces choix sont-ils réellement à la portée de tout un chacun ? Ces alternatives souvent mises en avant par des individus et groupes plutôt bien dotés culturellement et financièrement, ne délimiteraient-elles pas une nouvelle frontière symbolique des rapports de classe ? On voit d'ailleurs facilement venir les rengaines culpabilisantes envers celles et ceux qui ne veulent ou





ne peuvent pas appliquer ces recommandations d'usage¹.

Se livrer à une démarche individuelle soit-disant vertueuse ne se ferait-il pas au détriment de perspectives collectives d'émancipation, avec ce qu'elles peuvent comporter de confrontations avec l'ordre établi ?

Et puis, ne serait-ce pas illusoire de croire à un changement fondamental des structures de cette société en s'en remettant à « si tout le monde faisait comme-ci... » ?

Nous voilà bien chargés pour continuer l'ascension. Nous tanguons. Avant de chuter vers une pente un peu trop raide, reprenons notre souffle et jetons un œil de l'autre côté de notre ligne de crête.

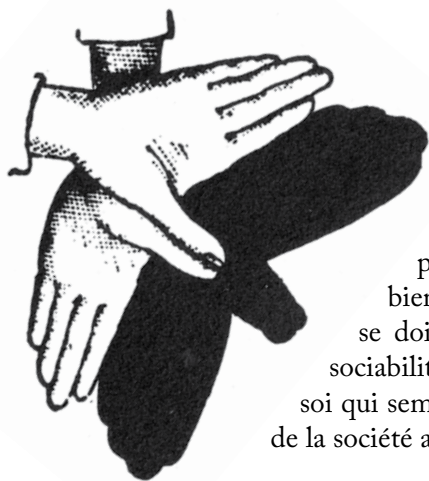
Ce que nous critiquons dans certaines alternatives, c'est qu'elles mettent de côté la question sociale : soit elles croient s'en exclure en vivant en marge ou au désert ; soit elles dénigrent ou nient l'importance du politique dans la société ; soit elles sont elles-mêmes nihilistes au point de ne plus rien tenter puisque « ça ne sert à rien » ; ou encore – et c'est le plus prégnant – elles n'envisagent même pas avoir d'impact sur la machine capitaliste, qui est pourtant ce qui nous amène à chercher des alternatives aux continuels désordres que nous vivons.

Faire pousser des légumes, se réapproprier sa santé, comprendre ce qui se passe sous le capot de sa bagnole... il y a de l'intérêt dans toutes ces initiatives qui comportent des éléments de réponses. Le gros bémol réside dans le fait de nous les présenter comme des formes de résistances au système en place.

Développer la compréhension de son corps, de sa santé et des moyens d'automédication, fait-il réellement sens si l'on se désintéresse dans le même temps des luttes pour le maintien de services dans les petits hôpitaux ou contre les déserts médicaux ? Que signifie l'investissement dans un vélo électrique pour réduire son empreinte carbone, à l'heure où les temps de trajet domicile/travail augmentent et où les petites lignes de train disparaissent ?

Plutôt que de centrer les pratiques de changement sur le collectif au sens large, les alternatives les font assumer par l'individu, la famille ou le groupe affinitaire, ce qui à terme met l'accent sur la compétition, l'inégalité, l'atomisation, la division (sexuelle des tâches, internationale du travail, des luttes etc.).

1 À ce propos, merci aux gilets jaunes d'avoir rappelé que si on ne met pas en place des choix de consommation bio et locaux, ce n'est pas forcément parce que l'on est des abrutis, mais bien souvent parce que l'on n'en a pas les moyens.



L'injonction à se gérer soi-même se retrouve à tous les niveaux. Du salarié toujours plus flexible au travailleur indépendant, en passant par le développement personnel, ou encore l'astreinte au bien-manger bien-bouger, il y a recentrage sur l'identité et l'individu qui se doit d'être autonome et performant, au détriment d'une sociabilité riche d'interdépendances. Cela entraîne un repli sur soi qui semble être une lame de fond traversant toutes les couches de la société actuelle.

Dans cette vision individualiste propre aux sociétés marchandes, chacun se bat pour soi, contre tous ou presque, pour assurer son bien-être, son niveau de vie, ses espoirs, sa sociabilité.

Là, nous sommes au point culminant, allez on redescend en rappel !

Ce qui nous paraît important, c'est de faire vivre l'expérimentation dans le champ social. Il est vain de penser pouvoir s'extraire du monde tel qu'il existe, il l'est également de rejeter toute tentative d'aller à l'encontre des rapports sociaux dominants. Expérimentons donc ! Sans chercher l'exemplarité, sans non plus nier la conflictualité et les contradictions que peuvent porter les expériences à la marge. Au-delà de nos critiques des sociétés actuelles, certaines pratiques peuvent nous faire entrevoir des rapports différents de ceux auxquels le monde marchand nous condamne.

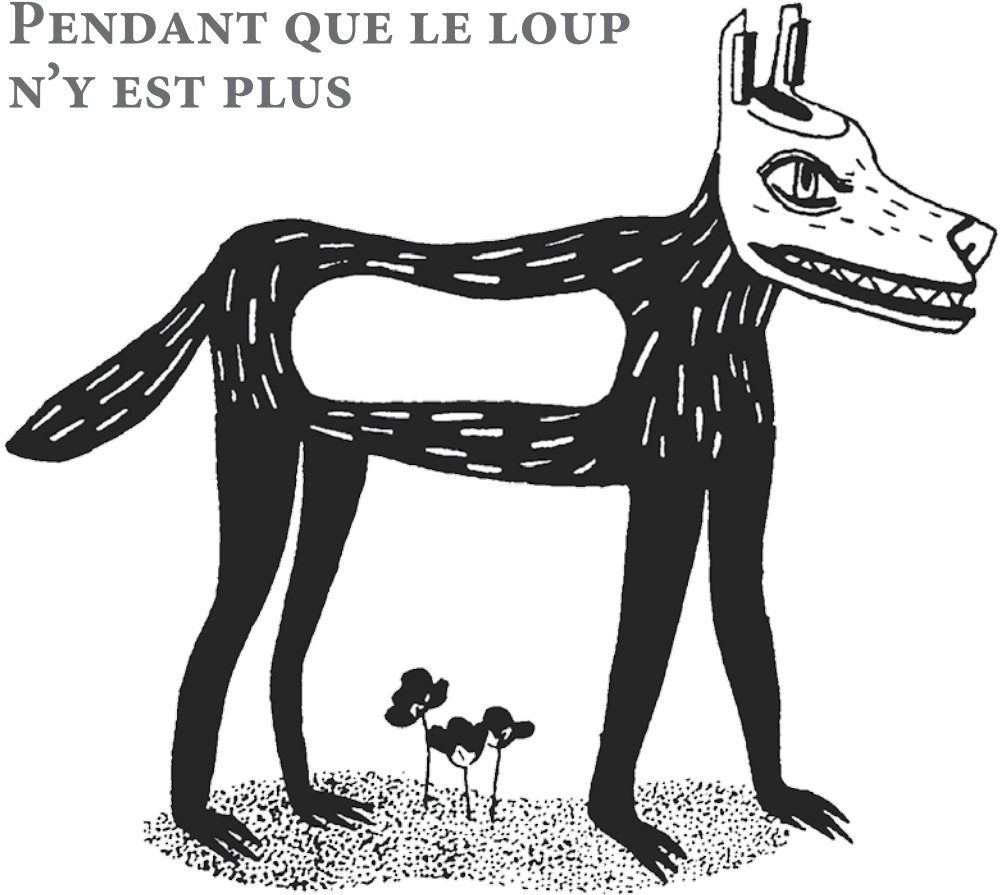
Par contre, s'il s'agit de tout mettre à plat pour de bon, il y a fort à parier que ça ait plus la tronche du foisonnement confus du mouvement des gilets jaunes, que d'une « insurrection des consciences » bien balisée à la Pierre Rabhi se gardant bien de mettre en cause le capitalisme et les structures du pouvoir.

Nous n'avons évidemment pas de solution toute faite à proposer. Aucune ne détiendrait l'entièreté de la réponse et il en reste sûrement d'autres à inventer.

Descente terminée sans écorchures ou presque, on touche terre, bienvenue dans *Nunatak* n°5 !

PROMENONS-NOUS DANS LES BOIS

PENDANT QUE LE LOUP
N'Y EST PLUS



Depuis le début de l'expérience de *Nunatak*, nous affirmons que cette revue peut servir de support pour des débats, des prises de positions parfois contradictoires. Nous prenons souvent l'exemple du loup pour illustrer cette volonté, en assumant qu'il pourrait être possible de publier autant un article de bergers souhaitant se défendre face aux prédateurs que de naturalistes nous faisant découvrir une autre approche de la montagne. Ni l'un, ni l'autre, Ysengrin nous propose ici de retracer l'histoire commune du loup et des communautés humaines en nous livrant quelques interprétations quant à son extermination.





Après presque un siècle d'absence¹, le voilà revenu. Depuis ces années 1990, où il a pointé ses crocs du côté de Mollières², il n'en finit pas de susciter polémiques et controverses, alimentées par une prédation, certes bien réelle, mais aussi par une perception irrationnelle de l'animal. Un argument en apparence plein de bon sens revient sans cesse dans le discours de ses détracteurs : « Nos aïeux avaient réussi à se débarrasser

de ce fléau, pourquoi accepter aujourd'hui son retour ? ». Si nous remontons le fil du temps et surtout si nous sortons des sentiers battus de l'histoire officielle, nous verrons toute l'imposture de cette rhétorique, et aussi combien le sort du loup et celui du prolétariat rural ont été parfois intimement liés. Évidemment, depuis le néolithique, l'Homme (en fait l'éleveur) a cessé d'être l'ami du loup. Mais un fait reste indiscutable : durant une dizaine de milliers d'années, l'élevage et le pastoralisme n'ont cessé d'exister et de se développer, ceci avec la présence de plusieurs milliers de loups³ sur le territoire équiva-

1 Officiellement, le dernier loup tué en France l'a été en 1937 (l'État, dans son souci de tout contrôler, tient à démontrer qu'il en est capable, en fournissant toujours des faits et des dates très précis). Cependant, au rythme avec lequel les loups ont été exterminés à la fin du XIX^e siècle, il ne restait plus en France, au tout début du XX^e siècle, que quelques loups incapables d'assurer la survie de l'espèce. Il est possible cependant que des individus soient passés au travers du carnage ou que certains loups erratiques se soient par la suite baladés en France.

2 Mollières est un hameau situé au cœur du Mercantour. C'est là, dans un vallon, qu'a été observé le 5 novembre 1992 le premier couple de loups venu d'Italie (c'est du moins la version officielle du retour du loup en France et encore une fois, l'État nous fournit des dates, des chiffres et des lieux bien précis).

3 Il n'existait évidemment au Moyen Âge ni même à « l'époque moderne », aucun moyen scientifique pour évaluer le nombre de loups. Ce qui nous est rapporté, par divers textes et chroniques, c'est que les loups étaient fort nombreux et répandus sur tous les territoires. Dans l'*Encyclopédie des carnivores de France*, fascicule I, le zoologiste François de Beaufort avance les chiffres de 3 000 à 7 000 loups, pour le début du XVIII^e siècle. Si on veut avoir une idée approximative du nombre de loups au Moyen Âge, il nous faudra faire appel à des outils modernes d'évaluation, notamment la méthode mise au point par le naturaliste bié-

lent à celui de l'actuelle France. Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les populations rurales mais l'État, qui à la fin du ^{xix}^e siècle a décidé d'anéantir sur tout le territoire national ce grand canidé sauvage. Ceci pour des raisons éminemment politiques.

Une représentation construite à l'époque médiévale

Notre représentation du loup n'est pas universelle mais culturelle. Certains peuples, tels les Amérindiens, ont conservé une perception très positive de l'animal. En France, elle nous vient du Moyen Âge et nous en conservons aujourd'hui son reliquat. Elle s'est construite sous l'ordre féodal, sous lequel la pensée est étouffée par la chrétienté, le pouvoir exercé au fil de l'épée et la propriété concentrée entre les mains de la noblesse et du clergé. Pour ce monde chrétien, Dieu est le créateur de toute chose ainsi que de leur ordonnance. Il a placé l'homme au sommet de la pyramide des espèces et lui a apporté la lumière. Or, le loup remet en question cet

ordre immuable et divin. Il défie l'homme, dévore l'animal sauvage ainsi que l'animal domestique, toutes deux créatures de Dieu et propriétés l'une comme l'autre du seigneur des lieux. De plus le loup apparaît comme l'antithèse de la lumière divine. On ne l'aperçoit que furtivement, parfois au crépuscule – entre chien et loup – ou par temps de brouillard. Il agit le plus souvent de nuit, car il y voit comme en plein jour et ses yeux brillent dans le noir. Rusé, malin, il ne peut être qu'une créature diabolique, nuisible à l'homme, voire la bête anthropophage⁴. Pour ceux qui vivaient à l'ombre des murailles du château, du prieuré ou du bourg, le loup était aussi associé à la forêt, profonde, sombre et inhospitalière. Lieu maudit source de légendes, de superstitions et de sortilèges, là où avec la malebête était relégué le ban de la société médiévale.

Cette pression idéologique ne s'est pas exercée de façon constante. Par exemple, avec la publication des fabliaux, le ^{xii}^e siècle voit paraître une littérature pratiquant la satire sociale, la parodie et la transgression de tabous religieux. Le *Roman de Renart*, publié à cette époque, présente le renard en héros fin et rusé tandis que le loup apparaît lourdaud et bien inoffensif. La peur du loup revient en force avec la fin du Moyen Âge, à l'époque moderne, notamment au ^{xvi}^e siècle, au moment où s'allument les bûchers pour sorcellerie, ou pour hérésie. C'est aussi la

lorusse Vadim Sidorovich, en établissant un taux de densité de population de loups par rapport à la superficie d'un territoire. Si l'on tient compte des conditions particulières du début du Moyen Âge (très bas effectif des populations humaines, territoire européen recouvert aux deux tiers par de vastes forêts, moyens de chasse rudimentaires et gibier abondant) et en comparaison des taux établis par Vadim Sodorovich, on peut raisonnablement estimer la densité moyenne de loups à cette époque, à deux ou trois individus (voire légèrement plus) pour 100 km². Ce qui, ramené à un territoire comme la France, donnerait une population de 12 000 à 20 000 loups. Bien entendu, il s'agit là d'une estimation très approximative. De plus, ces populations pouvaient fluctuer de façon importante suivant les conditions climatiques (hivers doux ou au contraire très longs et rigoureux), l'abondance du gibier, les pandémies déclarées, la persécution par les humains, etc.

4 Reliquat de cette représentation : aujourd'hui certains universitaires se fabriquent une notoriété en tentant de donner une assise scientifique à la thèse du loup anthropophage. Pour alimenter leurs travaux ils puisent abondamment dans les archives et états civils paroissiaux et comptabilisent aussi les victimes des bêtes anthropophages comme celle du Gévaudan, sans émettre le moindre doute, la moindre réserve sur la culpabilité du loup.

période des épidémies dévastatrices et des catastrophes climatiques entraînant de terribles famines. Elle est révélatrice des grandes peurs et va durer jusqu'au XIX^e siècle⁵. « Dans un monde chrétien qui prônait l'ordre domestique et se consacrait à l'élevage et à l'agriculture, le loup, ce fléau de la propriété, était l'ennemi à exterminer⁶. »

Chasse aux loups

La chasse aux loups, comme toute forme de chasse, a toujours été liée à la propriété. Depuis le haut Moyen

Âge jusqu'à une époque récente, les loups ont été harcelés, pourchassés, traqués et détruits en grand nombre. Mais la quantité de loups tués variait énormément selon les années et les lieux car elle dépendait principalement des primes versées pour les abattre. Toutefois, la noblesse s'adonnait en permanence et à cœur joie à cette chasse. Prédateur puissant, rapide et endurant, au demeurant fort rusé et sachant se défendre, le loup était considéré comme un glorieux trophée. Sa chasse à courre était très prisée et pouvait durer plusieurs jours. Les seigneurs retiraient ainsi grand prestige à déployer leurs riches équipages, et en combattant ce « fléau » diabolisé par l'Église, ils affirmaient leur rôle protecteur sur lequel reposait le pouvoir féodal.



Les religieux possédaient aussi de vastes espaces forestiers et cultivés. Ils avaient pareillement privilège de chasse et n'étaient pas les derniers à s'y adonner. Le synode de Saint-Jacques-de-Compostelle, en 1114, décrète la chasse aux loups dans les pays de la chrétienté. Tous les samedis sauf les veilles de Pâques et de Pentecôte, prêtres, chevaliers et paysans doivent chasser l'animal. Noblesse et clergé détenaient le plus souvent droit exclusif de chasse et se considéraient propriétaires omnipotents de la faune sau-

vage. Ils possédaient aussi de très grands troupeaux d'animaux domestiques.

Pour ces grands propriétaires, le loup était donc perçu comme le plus nuisible des prédateurs⁷.

Dès l'an 813 est institué le corps de louveterie. Fruits de rapines et de conquêtes,

Charlemagne possédait d'immenses

richesses. Ses innombrables villas royales⁸ et domaines agricoles étaient disséminés à travers tout le vaste empire carolingien. L'administration de l'empire passait aussi par l'administration de ce patrimoine personnel, et certains capitulaires⁹ donnaient des consignes

7 Ours et lynx ont aussi payé très chèrement d'être des prédateurs.

8 Ces villas carolingiennes étaient de vastes demeures fortifiées par des remparts et tours de défense. Elles comportaient la maison de maître, les habitations des serviteurs, de nombreux bâtiments d'exploitation et ateliers d'artisans. Certaines d'entre elles ont donné naissance à des bourgs.

9 Décrets royaux de l'époque carolingienne.

5 Geneviève CARBONE, *La peur du loup*, éd. Galilimard, 1991.

6 Michel FOLCO, *Un loup est un loup*, éd. du Seuil, 1995.



très précises aux intendants des villas et domaines ruraux pour gérer et rentabiliser ces biens. Ainsi, vers l'an 800, avec le capitulaire *De Villis*, Charlemagne fixe les règles de gestion agricole et définit les obligations des intendants de ses villas et domaines. Très dense et complet, ce capitulaire traite, entre autres, du temps des semailles, de la fabrication du vinaigre, de l'hydromel, de la moutarde, des arbres à planter... et de la destruction des loups. Le deuxième capitulaire, de l'an 813, ordonne la création d'une sorte de corps de fonctionnaires, les *luparii* (louveteriers) afin d'éliminer par tous les moyens les loups adultes et leur progéniture. C'est également sous Charlemagne qu'apparaissent les premiers fonctionnaires chargés de la surveillance du domaine forestier royal, les *forestarii*.

Tous les souverains ont peu ou prou légitimé pour tuer les loups, afin d'en préserver leur royaume et leurs chasses royales. Mais il y eut des exceptions. Ainsi en 1560, l'ordonnance de Charles IX inscrit formellement la protection du loup. Elle autorise à tous de repousser les loups, « mais ceci sans les offenser », c'est-à-dire sans les blesser – ce qui démontre aussi que le loup n'a pas toujours été considéré comme un fauve anthropophage. Deux ans avant la Révolution, un décret royal supprime à nouveau la louveterie, pour cause d'abus de privilège. En 1789, les cahiers de doléances revendiquent le droit de repousser le gibier, qui porte atteinte aux récoltes, mais ils ne demandent pas le rétablissement de la louveterie, ni des battues aux loups. Cependant, huit ans plus tard, le Directoire ordonne, contre les loups et autres « nuisibles », trois battues par an. Et en 1804, Napoléon rétablira le

corps des officiers de louveterie, qui va perdurer jusqu'à nos jours¹⁰.

Le loup et son monde

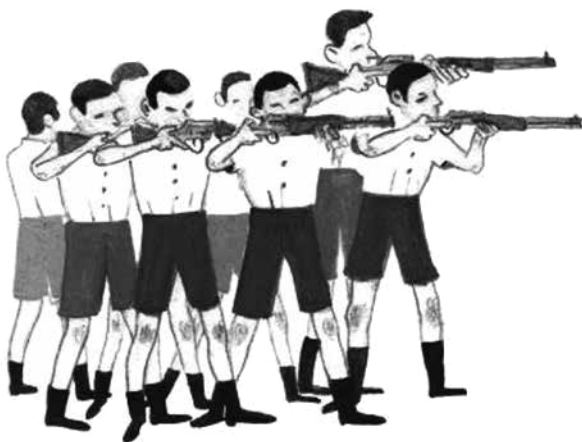
Le loup est capable de s'adapter à presque tous les biotopes, même s'il est vrai que la forêt ou les vallées perdues en haute montagne sont ses lieux de prédilection, surtout lorsque la pression de chasse devient trop importante. Il était répandu sur tous les territoires, et à différentes époques il est apparu à la périphérie des bourgs et des grandes villes¹¹. Des générations de gueux ont vécu au voisinage immédiat du loup et leur rapport à l'animal a été sensiblement différent de celui établi par les grands de ce monde. La forêt primaire recouvrait au Moyen Âge une très grande partie de l'espace européen. Malgré – ou grâce à – la présence de loups par milliers, toute une population humaine, en rupture de ban, trouvait refuge et protection dans les vallées de haute montagne difficilement accessibles ou dans les profondeurs des massifs forestiers.

Ces montagnes et ces forêts réputées inhospitalières fournissaient à celles et ceux qu'elles accueillaient et qui appre-

10 Le corps des lieutenants de louveterie existe encore de nos jours. Dans chaque département, plusieurs lieutenants de louveterie sont nommés par le préfet sur proposition des fédérations de chasse. Leurs fonctions : détruire les « nuisibles », retrouver et abattre le gibier blessé, organiser les battues administratives. Malgré la ratification par la France de la convention de Berne, un nombre de plus en plus important de loups est abattu chaque année. Les lieutenants de louveterie participent à ces tueries. Voir Association FERUS, *Mortalité des loups en 2019* : <https://www.ferus.fr/actualite/mortalite-des-loups-2019>

11 Au xv^e siècle des loups ont été aperçus à plusieurs reprises dans des rues de Paris. Il n'y a donc rien de surprenant à rencontrer à nouveau des loups aux abords de nos villes.





naient à en connaître les secrets les matériaux pour construire les chaumières, le bois de chauffage, les champignons, les salades, les fruits, les baies, les plantes médicinales... Et tout comme au loup, elles leur offraient, loin des gardes-chasses et de la soldatesque, du gibier pour améliorer leur ordinaire. Cette proximité d'habitat et de condition de vie avec le canidé sauvage a pu favoriser des rapprochements. Il est probable même que certains individus aient pu créer des liens avec un animal ou avec toute une meute. Ce qui a donné naissance à la légende des *m'neux* ou *ménaïres*, les meneurs de loups¹².

Pour la grande masse des paysans, regroupés au sein des communautés paroissiales, leur vision du loup était contrastée entre ce qu'en disaient les prêtres, toujours prompts à mettre tous les crimes sur le dos de l'animal, et leurs rencontres fréquentes avec des loups, certes charpardeurs et tueurs d'animaux domestiques, mais aussi assez craintifs face aux humains. Jusqu'au XIX^e siècle, les loups sont restés très nombreux en France. Ils causaient parfois des prédateurs sur les animaux domestiques appartenant aux paysans. Mais sous

l'Ancien Régime, ceux-ci ne possédaient que de maigres troupeaux, des cheptels domestiques très variés, composés d'ovins, bovins, caprins et porcs nécessaires à une économie de subsistance, notamment en montagne.

Un dénombrement effectué en 1389 dans une communauté du grand escarton du Briançonnais montre que le cheptel familial moyen était de trois vaches. Deux tiers des foyers ont des cochons, les trois quarts ont des chèvres et huit sur dix ont des moutons : « La plupart des éleveurs d'ovins ont un petit troupeau d'appoint. La vente d'agneaux et de laine aux foires d'automne leur permettra de compléter leurs provisions de céréales pour l'hiver¹³ ». Il est bien évident que chacun de ces animaux domestiques était indispensable à la survie de ces paysans, qui se devaient de les protéger. On les rentrait à la nuit tombée, ou du moins pour l'hivernage. Pour pâturer ils étaient mis sous une garde constante. Les troupeaux étaient de taille raisonnable afin de préserver les ressources en herbe, en évitant le surpâturage, mais aussi pour en faciliter la garde. Bergers, aides-bergers et chiens étaient fort nombreux pour les surveiller. Cet usage était, semble-t-il, inhérent à

12 Dans un de ses contes, le conteur cévenol Patrick Rochedy nous amène sur les pas d'un *ménaïre* et de sa meute. Ceux-ci incarnent la justice populaire face à celle des riches et des puissants.

13 Nicolas CARRIER et Fabrice MOUTHON, *Paysans des Alpes*, chap. VII, repaires 2, 30, 33 et 46 : <https://books.openedition.org/pur/141>





toute activité pastorale
et assez efficace pour prévenir
les attaques de loups.

Dans son étude sur le pastoralisme au Moyen Âge en vallée de Vicdessos, en Haute-Ariège, Florence Guillot nous informe que dans les registres de l'Inquisition, 108 bergers étaient mentionnés. Ces bergers étaient associés à un ou plusieurs compagnons et ne travaillaient donc pas seuls. La présence de chiens était aussi attestée¹⁴. Nobles, religieux et notables pratiquaient de même pour la garde de leurs cheptels. Des documents de l'abbaye de Montrieux dans le Var montrent que celle-ci employait au XIII^e siècle 25 bergers et 12 chiens pour garder 1 200 brebis¹⁵.

Ainsi, pour les communautés paysannes, le loup était certes un prédateur dont il fallait se garder mais elles avaient aussi appris à vivre avec. En revanche, ce que ces paysans redoutaient, c'était d'être réquisitionnés par leurs seigneurs ou par les louvetiers, afin de servir comme rabatteurs lors des grandes chasses aux loups. Les chartes de louveterie prévoyaient des sanctions envers les paysans qui

refusaient de participer
aux battues. Un arrêt du Parlement d'Aix du 16 décembre 1675, définissant l'organisation des battues aux loups, prescrit : « le Procureur fiscal, ou tel autre officier de la justice qui sera nommé par le Juge, assistera à la chasse qui doit être commandée par le Seigneur de la paroisse [...] Lorsque les habitants sont au rendez-vous, le Garde de la Terre en doit faire l'appel, et sur son rôle noter les absents [...] quand les batteurs sont parvenus jusqu'aux tireurs, et que la battue sera faite, on rassemblera les chasseurs ; et lorsqu'ils seront tous joints, le Garde fera un second appel, pour savoir si, pendant la chasse, personne ne s'est échappé : en ce cas il en sera noté sur son rôle, et assignera celui qui s'est ainsi absenté pour le faire condamner en l'amende¹⁶ ».

En 1395, en raison d'abus de privilèges des officiers de louveterie, le roi Charles VI, face au mécontentement de ses sujets, supprime le corps des louvetiers. Entre autres privilèges, lorsque ceux-ci abattaient un loup, ils prélevaient une prime sur chaque habitation située sur un rayon de deux lieux alentour. Cependant, en 1404, le même Charles VI rétablissait la louveterie et ses privilèges. Dans les annales de Normandie, l'historien Xavier

14 Voir p. 7 sur https://hal.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/870874/filename/pastoralisme_mag.pdf

15 Voir chap. 6 sur <https://docplayer.fr/20945201-Le-loup-au-moyen-age.html>

16 <https://www.franceloups.fr/louveterie.htm#jvutHSwjHsJx7Bc.99>



Halard fait ressortir que les paysans normands s'opposèrent aux pratiques des louvetiers et : « en Bourgogne même, le Duc limita cette coutume qui provoquait de vives réactions chez les paysans ».

De plus, le sort appliqué aux loups était parfois aussi celui réservé aux gueux lorsque ceux-ci s'aventuraient à braconner. Toutefois avant le ^{xvii}^e siècle, selon les époques et les lieux, le braconnage a été plus ou moins toléré. De manière générale, plus le temps passe, plus la population humaine s'accroît, plus le droit de chasse est considéré comme une activité exclusivement nobiliaire. Il s'agissait là d'assurer l'exercice absolu d'un privilège et du droit de propriété, mais aussi d'un moyen permettant de mieux asservir au travail les classes roturières. Ainsi cette ordonnance royale du 16 août 1669, écrite par Colbert : « Nos Rois en défendant la chasse aux roturiers, ont eu en vue de bannir du Royaume l'oisiveté qu'ordinairement elle engendre, lorsqu'ils s'y adonnent, et qu'ils en font leur principale occupation. »

Il est bien évident que parmi tous les fléaux, le loup n'était pas et de loin, celui qui accablait le plus le monde paysan.

Première grande atteinte à la biodiversité

Si notre époque est celle de l'extinction de nombreuses espèces, le capitalisme a dès ses premiers pas commencé à porter atteinte à la biodiversité. Au ^{xix}^e siècle, avec le développement de l'industrialisation, les populations de loups (très probablement entre 5 000 et 6 000 individus en 1880¹⁷) ainsi que celles de tous les grands

animaux sauvages régressent énormément. Plusieurs facteurs y contribuent :

- c'est l'époque où la croissance de la population humaine commence à amorcer sa courbe exponentielle. Il y a énormément de monde dans les campagnes ;
- les massifs forestiers régressent considérablement du fait du défrichage de nouvelles terres, mais surtout par les innombrables coupes d'arbres servant à fabriquer le charbon de bois nécessaire à l'expansion industrielle (nous sommes à l'époque de la machine à vapeur, et par ailleurs la sidérurgie en plein développement consomme énormément de charbon de bois pour son apport en carbone dans la fabrication de l'acier). Afin de fabriquer ce charbon en quantité suffisante, on fait venir en renfort la main-d'œuvre étrangère, notamment du Piémont italien. Les forêts, lieux de chasse et refuges des loups, sont déboisées ; en même temps, elles deviennent les lieux de travail, d'habitation et de vie des *carbouniés*¹⁸ et *bouscatiés*¹⁹ ainsi que de leurs familles. Il faut avoir vu les photographies de nos montagnes et de nos collines, prises au tout début du ^{xx}^e

Mais on peut déduire, à partir du nombre de loups abattus ultérieurement, qu'ils étaient plutôt autour de 6 000 (voir note 25).

18 Charbonniers en langue occitane. Ceux-ci fabriquaient le charbon de bois au sein même des forêts. Le bois était empilé pour constituer une grande meule, que l'on recouvrait de terre. Un espace central était conservé pour faire cheminée. Le but était de contrôler une combustion sans oxygène, afin d'obtenir la carbonisation du bois par pyrolyse. On trouve encore au sein des massifs forestiers les vestiges de ces charbonnières, *carbounieros*, et des cabanes des *carbouniés*.

19 Bûcherons en langue d'oc. Il serait d'ailleurs bien plus juste dans ce cas d'employer ce mot au féminin *bouscatieros*, car bien souvent le travail des compagnes des *carbouniés* consistait à récupérer les branchages et le petit bois afin de confectionner des fagots qu'elles vendaient aux boulangers.

17 5 000 est le nombre avancés par Pierre Tirard, ministre de l'Agriculture, pour justifier les primes d'abattage (voir *Journal Officiel* du 12 juin 1880).

siècle, pour se rendre compte de l'ampleur des ravages. Tout un écosystème était sur le point de disparaître ;

– depuis la Révolution, bien que toujours lié à la propriété, le droit de chasse s'est généralisé. Le perfectionnement et la propagation des armes à feu, ainsi que l'apparition de poisons redoutables comme la strychnine ont aussi contribué à faire régresser les populations d'animaux sauvages, dont celle du loup.

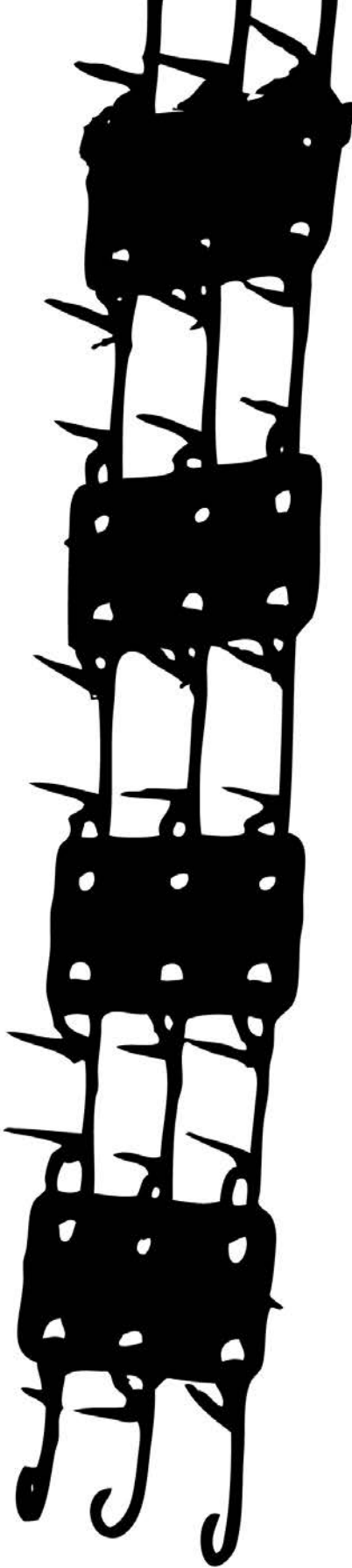
L'extermination

L'extermination²⁰ du loup en France est datée : la Troisième République a pleinement assumé la décision d'exterminer tous les loups présents sur le territoire français en promulguant la loi du 3 août 1882. En revanche, les motivations de cette loi ont été complètement éludées. Si la plupart des régimes précédents avaient ordonné la traque et l'abattage de loups, personne encore n'avait envisagé l'extermination complète de cette espèce animale. Pourquoi l'avoir décidée alors que sa population était déjà en nette diminution ? Nous sommes au début de la Troisième République, une république née de deux traumatismes :

– la défaite de 1870, avec la capitulation et l'amputation d'une partie du territoire national ;
– la sanglante répression des insurrections communalistes de 1871 et notamment de la Commune de Paris, une révolution sociale qui a bien failli réussir et mettre à bas le pouvoir de la bourgeoisie. Cela a donné une République particulièrement nationaliste et anti-sociale. Pour assumer et pérenniser son pouvoir, la bourgeoisie républicaine se devait de laver l'affront de Sedan, celui de la capitulation de Bazaine²¹, reconquérir l'Alsace et la Lorraine et éloigner à jamais le spectre de la révolution sociale. Elle aura aussi pour dessein d'étendre son empire

20 Le terme *extermination* est employé ici à dessein, par opposition à *éradication*, trop souvent utilisé à propos du loup. On éradique un fléau, une épidémie, une nuisance. Les êtres humains et autres animaux sont eux exterminés.

21 Lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, le 2 septembre 1870, dans Sedan encerclée, l'empereur Napoléon III donne la reddition de l'armée française et se laisse capturer par l'armée prussienne. Cependant, le 4 septembre, Paris se soulève, proclame la République et désigne un gouvernement de défense nationale. Le 18 septembre, la capitale est assiégée et Metz résiste toujours avec une partie de l'armée – 150 000 hommes. Bazaine, maréchal de France et commandant de cette armée du Rhin, intrigue avec l'impératrice Eugénie, probablement en vue de restaurer l'Empire, et négocie avec les Allemands l'autorisation de désengager son armée « pour sauver la France d'elle-même » dit-il, c'est-à-dire de la République. Il capitule le 28 octobre alors qu'une armée était en train de se réorganiser dans la Loire. Bazaine a été surnommé le traître de Metz par ses habitants.



colonial et va donc devoir se donner une armée à la hauteur de ses ambitions.

Comme toujours, les généraux mirent la responsabilité de la défaite militaire de 1870 sur le dos du peuple, mettant à l'index un prolétariat rural « analphabète, ne parlant que le patois et incapable de percevoir correctement les ordres donnés en français par les officiers ». Il se disait alors que c'était le maître d'école allemand qui avait gagné la guerre. Sont promulguées sur ces entrefaites les lois Ferry sur l'école, parallèlement aux lois de conscription militaire :

– loi du 16 juin 1881, instruction primaire publique et gratuite ;

– loi du 28 mars 1882, instruction primaire (6 à 13 ans) obligatoire et laïque dans les établissements publics.

Dans ce contexte, quatre lois de recrutement militaire vont aussi se succéder de 1872 à 1914. La France républicaine du XIX^e siècle instaura l'école publique car la conscription militaire appelle la cohésion culturelle. Cette politique a aussi sonné le glas des langues et des cultures régionales pour les assigner au statut de folklores. Outre la volonté d'inculquer à la jeunesse le français comme unique langue nationale ainsi qu'un patriotisme fervent, Jules Ferry avait également comme ambition de freiner la progression des idées socialistes et anarchistes qu'il a eu l'occasion de combattre lors de la Commune de Paris. Ainsi, lors d'un discours au conseil général des Vosges en 1879, il déclara : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des

principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. »

Contrairement à l'idée qu'a imposée par la suite la bourgeoisie à travers l'histoire officielle, les lois Ferry n'avaient pas pour but l'émancipation des enfants de prolétaires. Il s'agissait tout au contraire d'en faire de « bons citoyens » capables d'obéir, de comprendre les ordres et de les exécuter. C'est si vrai que le programme de ces premières écoles comportait des cours d'instruction militaire. Dès l'école primaire, on apprenait aux garçons à se mettre en rang et à défiler correctement, à marcher au pas, se mettre au garde-à-vous, saluer le drapeau, manier des armes... et tirer. Les cours de gymnastique étaient enseignés avec la même intention militariste²². Jules Ferry adressa plusieurs lettres aux recteurs d'académie pour insister particulièrement sur l'importance de ces cours de gymnastique et de préparation militaire. Dans sa lettre du 29 mars 1881, on trouve cette perle : « Il ne s'agit plus seulement ici de la santé, de la vigueur corporelle, de l'éducation physique de la jeunesse française, il s'agit aussi du bon fonctionnement de nos lois militaires, de la composition et de la force de notre armée. Tous les enfants qui fréquentent nos écoles sont appelés à servir un jour leur pays comme soldats, c'est une œuvre patriotique que nous poursuivons²³. »

22 Voir la déclaration du sénateur George, auteur de la proposition de loi du 20 janvier 1880 sur l'enseignement obligatoire de la gymnastique.

23 Lettre du 29 mars 1881 de Jules Ferry aux recteurs : https://education.persee.fr/doc/baip_1254-0714_1881_num_24_465_68938



Cependant, une chose était de décréter l'école gratuite et même obligatoire, une autre était, dans cette France majoritairement rurale, d'obtenir des paysans qu'ils renoncent à se faire aider de leurs enfants. Pour y parvenir, les vacances scolaires avaient été instaurées en période estivale, justement parce que c'est le moment où les travaux des champs sont les plus intenses. Mais pour le loup, sa prédation s'étendait tout au long de l'année. L'animal n'était-il pas lui aussi un obstacle, le dernier argument opposable à la scolarisation de ces enfants, d'autant que ceux-ci étaient le plus souvent affectés à la garde du troupeau familial²⁴ ? Ainsi est promulguée la loi du 3 août 1882. Celle-ci multiplie par sept la prime pour abattre un loup. Cette prime représentait un mois de salaire d'un ouvrier et bien plus encore pour une louve pleine ou suitée. Pour s'en donner les moyens, un budget spécifique et conséquent fut aussitôt voté et affecté

au ministère de l'Agriculture, et afin de stimuler encore plus les chasseurs, le délai de règlement des primes fut nettement raccourci. Aussi, de septembre à décembre 1882, 423 loups sont tués ; 1 316 le sont en 1883 ; 1 035 l'année suivante. En 1889, on totalise 6 354 primes versées²⁵. Cela va se poursuivre jusqu'à ce que le loup disparaisse totalement du territoire français. Plus rien ne s'opposera désormais à ce que les enfants de cette France rurale de la fin du XIX^e siècle soient scolarisés. Ils allaient pouvoir accéder enfin à une ouverture vers la connaissance et échapper, tout au moins jusqu'à l'âge de treize ans, à l'avi-lissement par le travail. Pourquoi fallait-il qu'il y eut une contrepartie, qu'on exigeât de ces enfants, à coups de châtiments corporels, qu'ils répudient leurs langues maternelles rabaisées au qualificatif de patois ? La mort du loup a-t-elle vraiment profité aux populations paysannes ? Et surtout, pourquoi n'apprend-on pas que sous la Troisième République cette grande œuvre émancipatrice qu'est l'école publique, laïque et gratuite, ouverte à toutes et à tous, a été créée à des fins de revanche nationale, à des desseins de grandeur coloniale ?

La guerre mondiale qui éclate en 1914 sera l'aboutissement de cette volonté de revanche, l'apothéose des politiques nationalistes et des rivalités impérialistes pour se partager le monde. Et les classes d'âge scolarisées dans les années qui ont vu se perpétrer l'extermination du loup allaient fournir le gros des troupes,

24 Le texte de loi du 28 mars 1882 qui rend obligatoire la scolarisation des enfants de 6 à 13 ans montre que celle-ci n'allait pas de soi. Ainsi sur 18 articles que contient cette loi, 11 sont consacrés à des mesures d'incitations, de contrôles, de pressions et de sanctions pour parvenir à faire scolariser les enfants. Dans chaque commune, une commission municipale scolaire est instituée pour surveiller au plus près les familles et encourager la fréquentation des écoles. Les articles 12, 13 et 14 prévoient envers les parents dont les enfants ne fréquenteraient pas régulièrement l'école des pressions et des sanctions pouvant aller jusqu'à des condamnations relevant des articles 463, 479 et 480 du code pénal. En revanche, par souci d'éviter la confrontation – surtout dans les campagnes dont le vote n'était pas franchement acquis au gouvernement – l'article 15 de la loi prévoit des dispenses temporaires, à condition que celles-ci soient justifiées. L'extermination du loup permettra de supprimer un motif sérieux de justification d'absence. Voir texte de loi : <https://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf>

25 Voir tableau, chapitre *L'extermination par l'homme du loup sauvage* : https://fr.wikipedia.org/wiki/Loup_gris_en_France



la chair à canon pour ce conflit²⁶. Une fois encore, l'extermination d'une espèce animale aura été le prélude à une autre immense boucherie, celle concernant l'espèce humaine²⁷.

Le retour

Revenu depuis presque trente ans, le loup bénéficie d'une partielle protection.

Cela lui a permis de reconquérir une partie de son territoire antérieur. Cependant, rien ne nous autorise à affirmer qu'aujourd'hui sa présence en France est définitivement pérennisée. Nous avons effacé de nos mémoires l'animal réel pour n'en conserver que le mythe. De ce fait,

nous avons perdu une culture et oublié comment vivre avec le loup. En conséquence, bergers et éleveurs²⁸ subissent violemment cette situation. Les aides à la protection des troupeaux sont souvent une poudre aux yeux face aux contraintes économiques et aux conditions de tra-

vail que celles-ci imposent. En France, les chiens de protection ne sont que très rarement en nombre convenable face aux meutes et il est très rare de les voir porter un collier anti-loup. Mais surtout, il faut repenser autour des troupeaux une présence humaine le plus souvent insuffisante en terre de loups, notamment en estive.



Difficile de concilier ces exigences respectueuses de vies humaines et animales avec les réalités d'une économie où tout est marchandise et doit créer de la valeur. Sans doute faut-il repenser dans ce domaine aussi l'entraide, les solidarités, de nouvelles formes de coopérations et d'échange,

briser le carcan économique du capitalisme. Mais cela ne saurait suffire, car ce monde dans lequel le loup revient est profondément différent de celui où il a été exterminé. Un morceau d'histoire commune nous a été usurpé. Nous sommes

26 La première guerre mondiale a fait 10 millions de morts et 8 millions d'invalides, dont pour la France : 1 450 000 morts et 1 900 000 blessés lourds et invalides, particulièrement dans une tranche d'âge de 17 à 45 ans.

27 Les grands massacres d'animaux ont parfois accompagné ceux de populations humaines. En Amérique du Nord, massacre de bisons, de loups et d'Amérindiens sont allés de pair. Pour les massacreurs, il s'agissait d'exterminer la vie sauvage, d'apporter la civilisation.

28 Il convient de distinguer les bergers, les petits éleveurs-bergers et les éleveurs possesseurs de gros troupeaux :

— les bergers sont les prolétaires de la montagne. Ils travaillent pour un éleveur dont ils gardent les bêtes, ont des conditions de vie et de travail très précaires et des relations souvent affectives avec les animaux. Ils subissent donc tous les inconvénients lors d'attaques de loups : surcharge de travail, nuits blanches, stress et chocs émotifs devant les bêtes prédatées ;
— la situation des petits éleveurs-bergers se rapproche bien souvent du statut de berger dont ils partagent les conditions de vie, de travail et la relation au troupeau. Certains sont parfois dans une situation de précarité économique. Malgré les aides et indemnités, ceux-ci sont accablés par les prédatations ;



passés d'une société pastorale à un monde où éleveurs et bergers sont conférés à des tâches de producteurs de côtelettes et de jardiniers des espaces, affectés à l'entretien de pâturages où l'hiver venu, les touristes viendront skier.

Ce qu'on appelle la nature, et la faune dite sauvage, ont elles aussi été profondément transformées²⁹. Certes, les forêts se sont étendues, mais pour l'ONF et les gros propriétaires forestiers elles sont devenues des champs d'arbres qu'il faut administrer, commercialiser, rentabiliser. Des animaux « sauvages », notamment les grands ongulés, ont été réintroduits, mais ils sont gérés, comptabilisés, confinés à des territoires bien déterminés. Mis là pour être vus l'été par les touristes et dès l'automne servir de cible à l'industrie de la chasse. On appelle cela « mettre en valeur un territoire ». Nos lieux de vie et d'habitation, nos villages même sont « aménagés » pour devenir peu à peu des zones périurbaines, corollaires d'un monde artificialisé où la métropolisation devient tentaculaire.

Dans cet univers désormais presque entièrement domestiqué, nous voyons resurgir un « fauve » qui fait régner à

nouveau les règles du monde sauvage. Le loup n'entre pas dans le cadre imaginé par nos aménageurs. Il ne se donne pas à voir et on ne peut pas le fixer à un territoire déterminé. Il est capable de se déplacer sur de très longues distances dans la plus grande discrétion. Imprévisible, il surgit là où on l'attend le moins. On l'imaginait volontiers croquant ici et là quelques proies, malades de préférence, afin de maintenir le bon état sanitaire de la faune sauvage. Mais ce n'est pas comme ça que ça marche, on ne lui impose pas les règles du jeu. C'est lui qui prend la main. Le loup est ingérable... et c'est tant mieux³⁰ ! Car les questions que soulève désormais sa présence remettent profondément en cause le monde dans lequel nous nous sommes parfois un peu trop habitués à vivre. Le combat pour réapprendre à vivre avec le loup est un combat pour la vie face à une société aseptisée et mortifère. Il peut contribuer – avec d'autres combats – à nous guider sur des chemins de liberté.

Ysengrin

Illustrations de Limcela et Clem

– les éleveurs n'ont qu'un rapport économique avec le troupeau dont ils sont propriétaires. En basse Provence, où existent de gros cheptels, on nomme depuis toujours le troupeau l'*avé*, c'est-à-dire l'avoir, le capital. Les éleveurs perçoivent des aides pour compenser la présence du loup et sont indemnisés pour chaque bête prédatée.

29 Voir Andy MANCHÉ, « Chasse, pêche, nature et réintroduction. Une critique de la gestion de la faune », *Nunatak* n°4, hiver-printemps 2019.

30 Malheureusement, comme toujours, face à ce qu'il ne parvient pas à contrôler, l'État possède une réponse, elle est au bout du fusil.



NICOLE ÉCOUTE AUX PORTES

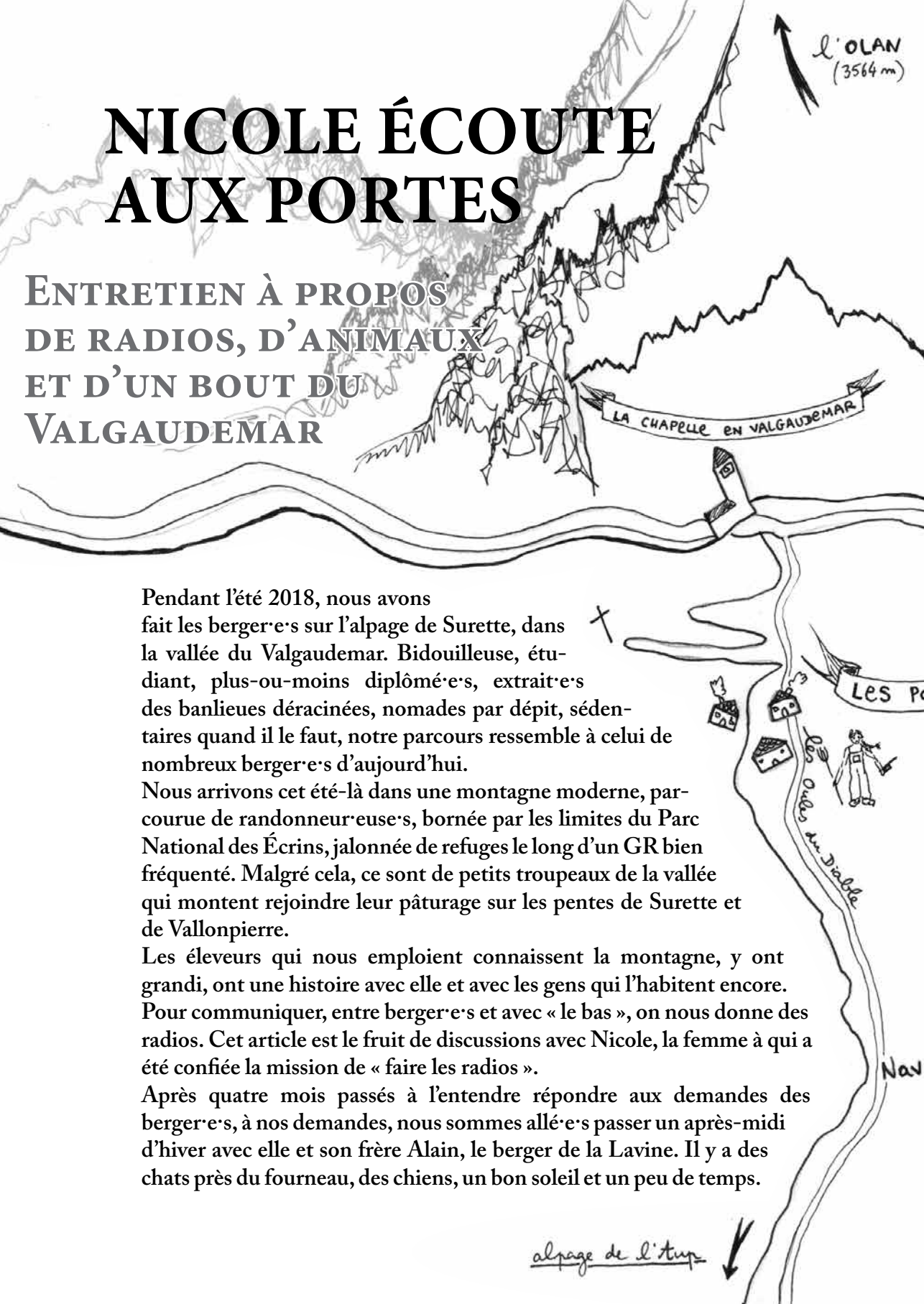
ENTRETIEN À PROPOS DE RADIOS, D'ANIMAUX ET D'UN BOUT DU VALGAUDEMAR

Pendant l'été 2018, nous avons fait les berger·e·s sur l'alpage de Surette, dans la vallée du Valgaudemar. Bidouilleuse, étudiante, plus-ou-moins diplômé·e·s, extrait·e·s des banlieues déracinées, nomades par dépit, sédentaires quand il le faut, notre parcours ressemble à celui de nombreux berger·e·s d'aujourd'hui.

Nous arrivons cet été-là dans une montagne moderne, parcourue de randonneur·e·use·s, bornée par les limites du Parc National des Écrins, jalonnée de refuges le long d'un GR bien fréquenté. Malgré cela, ce sont de petits troupeaux de la vallée qui montent rejoindre leur pâturage sur les pentes de Surette et de Vallonpierre.

Les éleveurs qui nous emploient connaissent la montagne, y ont grandi, ont une histoire avec elle et avec les gens qui l'habitent encore. Pour communiquer, entre berger·e·s et avec « le bas », on nous donne des radios. Cet article est le fruit de discussions avec Nicole, la femme à qui a été confiée la mission de « faire les radios ».


Après quatre mois passés à l'entendre répondre aux demandes des berger·e·s, à nos demandes, nous sommes allé·e·s passer un après-midi d'hiver avec elle et son frère Alain, le berger de la Lavine. Il y a des chats près du fourneau, des chiens, un bon soleil et un peu de temps.



PIC DU LAUZON
(2949 m)

vers l'alpage
de GIOBERNEY



 Cabane de
la Muande


le Casnet


LE RIF du SAP
(hameau d'été)

vers l'alpage
de SURETTE




la Séveraisse

ORTES


le Prie de l'ours

aiguille de la Lavine

 Cabane de la
Lavine

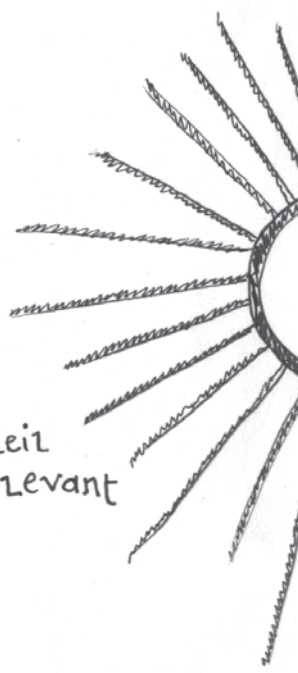


le 
(Chapeau)

 Cabane des Poles

ette
(hameau
expulsé)

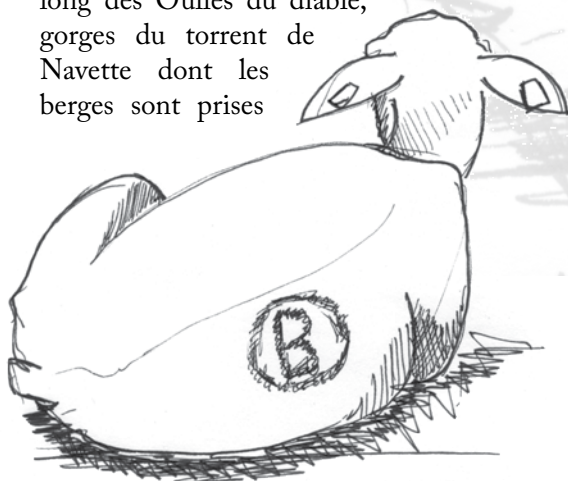
Soleil
Levant



Je me présenterai en disant que j'habite ici et que je fais les radios pour les bergers puisque les portables ne passent pas. Ils vont passer sans doute bientôt les portables. Quand tu descends à droite, y a un grand bouleau, ils vont mettre une antenne là pour que les portables puissent passer sur toute la vallée. Ils font pas ça pour les bergers. Ils font surtout ça pour les touristes, parce que y a de plus en plus de touristes qui viennent et qui aimeraient bien avoir le portable. Alors ils disent qu'il y a des touristes qui se blessent, des touristes qui appellent des secours, des touristes qui... donc bah après peut-être que je ferai plus de radio.

Au-dessus du dernier village de la vallée du Valgaudemar, il y a le dernier hameau de montagne encore habité par ici. Nicole dit que c'est un village « gaulois » parce que finalement, il n'y a plus qu'elle et ses deux frères : Alain et Jacky. « Plus une autre famille, là-bas vers le fond, mais c'est déjà la banlieue ». Quelques maisons, deux bergeries, guère plus de cinquante brebis et tout autour « du vaste ».

Nous sommes aux Portes. Le long des Oulles du diable, gorges du torrent de Navette dont les berges sont prises



« Oh la belle verte », à la chôme.

d'assaut par les touristes pendant les deux mois de l'année les plus rudes selon Nicole, juillet et août. Rapport au tourisme.

Mais début juin, il n'y a franchement pas grand monde quand nous venons récupérer les radios.

En arrivant sur l'alpage, pour le berger et la bergère que nous sommes c'est assez vague comme boulot : « faire les radios ». On ne nous explique guère pourquoi il faut aller voir Nicole, c'est comme ça. On prend notre zinzin : deux radios, des chargeurs sur panneaux solaires et un café en prime. Mais que fait-elle avec le sien ? Secours ? Relais des éleveurs ? Et puis qu'est-ce que c'est que ce pistage incessant, on ne peut pas être tranquilles en montagne ?

Moi la radio, la radio c'est comment te dire... C'est pas un « travail » pour moi, c'est déjà... Je pense d'abord aux bergers. Parce que pour les bergers c'est déjà pouvoir être en contact avec quelqu'un. Alain, au début, c'est pour ça que je le faisais avec le talkie-walkie, parce que quand tu es seul en montagne, tu es seul physiquement, tu es seul moralement. Tu peux avoir un accident, tu peux avoir des problèmes avec les bêtes. Tu peux avoir envie d'appeler pour parler. Je veux dire, pour un tas de choses.

Et Alain de répondre :

Le mieux, c'est quand même pour les brebis, quoi, pour se dire des choses.

– Oui, pour le travail.

– Après, c'est comme tout. C'est un peu comme le portable, au début

tu l'utilises comme il faut et puis après...

– Y a des dérives ! Tu te mets à parler pour rien. Et d'ailleurs, parfois on dit : mais comment on faisait avant quand il y avait pas la radio ? Et bé, on le faisait pareil ! Et il manquait pas de brebis.

– Et il n'y avait pas tellement moins, ni plus de bergers qui mouraient.

– Ouais, mais ça sécurise un peu de savoir où vous êtes, ce que vous faites...

Nicole « fait les radios »

Les radios ça a commencé en 91, je m'en souviens, parce que c'est l'année où Alain prenait des vaches en estive. Y a une vache qui est tombée dans les Oulles. Un chien de touriste qui leur a couru après. Donc, j'avais appelé le refuge de Vallonpierre, qu'ils aillent dire à Alain qui était à Vallon Clos. Et le soir, il était descendu en courant. En courant, courant, courant et en arrivant là, on avait appelé les pompiers, on avait appelé je ne sais qui. La vache était toujours à nager dans sa cuvette. Tout le monde regardait. Et Alain aidé de Joël, un gars de la Chapelle, et puis d'autres paysans, ils ont dit : « on va faire comme ci, comme ça » Ils avaient mis une échelle, ils l'avaient attachée, ils l'avaient tirée avec un treuil. Et ils l'ont sortie ! On l'avait mise là-bas. On lui avait apporté des couvertures pour la réchauffer. Et après dans l'hiver – c'est vrai que cette vache elle était spéciale, elle était toujours par monts et par vaux, elle était chiante, il faut le reconnaître –

le gars avait dit « je vais la vendre ». Alain, il lui a dit « si tu la vends, l'année prochaine, je reprends pas ton troupeau ». Il l'a vendue. L'année d'après, Alain il a pas repris son troupeau.

Une histoire de vache, une histoire d'éthique, pour se souvenir de l'année où elle a commencé la radio.

« On ne t'a guère entendue au début, Berthe » me dit Nicole.

C'est vrai. J'avais encore en tête mon expérience d'une vallée pyrénéenne où les radios, reliées au centre des pompiers, me semblaient une béquille bien fragile dans ces montagnes où il aurait fallu plus de bergers, plus de relais de la part des éleveurs, plus de vie tout simplement. Les huiles locales préféraient arroser Motorola plutôt que de repenser un système pastoral qui avait évolué davantage avec l'attrait de la modernité qu'avec la logique du relief ou de la garde. D'autre part, même s'il n'y a que les bergers et les bergères qui en sont dotés, et Nicole, on ne sait jamais qui entend qui dans ces radios, alors au départ, j'ai préféré remiser la radio et la garder pour les cas d'urgence.

« Les mettre à l'arrage »

À la mi-juillet sur notre alpage, une partie du troupeau est mise à l'arrage.

Et alors à l'époque, ils avaient quoi, il avaient deux vaches. Ils avaient sept ou huit chèvres. Ils avaient une trentaine de brebis. L'été, tu vois, les brebis étaient envoyées en montagne et ils appelaient ça « les mettre à l'arrage ». Ça veut pas dire qu'ils les laissaient sans soin tout

l'été, mais ils allaient les voir tous les cinq, six jours. Et tous les cinq, six jours c'était l'un d'eux qui allait les voir et qui soignait, qui soignait ce qu'il fallait soigner que ce soit à lui ou un autre, quoi. Voilà ce qu'ils faisaient.

Donc l'été, ils étaient libres pour pouvoir faire les foin, le regain, les jardins, les trucs comme ça. Pour les chèvres on faisait pareil, on les lâchait le matin et on allait les chercher le soir. Elles étaient là-bas en face et là c'était par rapport au nombre de chèvres qu'on avait. Si toi, tu avais cinq chèvres, pendant cinq jours c'est toi qui t'en occupais. Le matin tu les sortais et le soir tu allais les chercher. Si moi j'en avais sept, j'avais sept jours. C'était chacun son tour qu'on s'occupait de tout le troupeau. On mélangeait toutes les chèvres et le soir tout le monde allait les chercher.

En montagne, aujourd'hui, ça veut dire que tout ou une partie du troupeau est en liberté : les bêtes ne sont pas regroupées le soir, on ne leur donne pas de « biais¹ ».

1 Donner le biais, c'est envoyer le troupeau dans une virée, lui donner la direction d'un quartier à pâturer, la manière de l'aborder.



"Fute. Fute" la brebis futée.

Avec celles à l'arrage, on tente de tenir les limites, d'aller les visiter pour attraper celles qui demandent des soins, on les compte, on les regarde. Alors, quand il a fallu se parler d'un bout à l'autre de l'alpage pour pouvoir se guider aux jumelles, ou écouter les conseils du berger d'à côté, on s'est mis à les ouvrir dans la journée, les radios. Et d'un bout à l'autre de toutes les journées, au bout des ondes, il y a Nicole.

tfetrhd Berthe pour Nicole. *jgfgghgh*
ksjdb Oui Berthe je t'écoute *hgfd*
hfnagl Salut Nicole, voilà, les éleveurs vont monter demain je crois est-ce que tu pourrais leur dire de monter des antibiotics et du pain éventuellement, et tu sais mon chien va beaucoup mieux [...] *hbggtrd*
gfcgfcfch Ah tant mieux, tant mieux, parce que j'en ai parlé à Françoise qui [...] *kjgljgluyg*

À partir de juillet, on a aussi commencé à l'allumer le soir, à la cabane. Sensation étrange de voyeurisme consenti : tout le monde sait que tout le monde peut entendre, alors les histoires quotidiennes de garde, de pépins à la cabane, les commentaires sur la météo ou sur telle bête sont racontées avec un peu de pudeur. Et ainsi soir après soir, c'est un paysage sonore familier qui a commencé à se dessiner, des manières de se dire bonsoir, des inflexions d'inquiétude qu'à force on arrive à déceler chez les autres, le plaisir de pouvoir juste échanger quelques mots banals. On écoute, on raconte et l'on sent une communauté avec des bergers ou des bergères dont le visage nous est parfois inconnu mais dont le quotidien est si semblable au notre.



Avec Nicole, la vie des bergers et bergères « en haut » prend ainsi une place « en bas », auprès des éleveurs quand il y a des messages ou des demandes à leur faire passer, auprès des voisins, des voisines, pour les ami·e·s de passage qui se feront appeler un soir par Nicole s'illes tardent trop à monter sur l'alpage et que la bergère s'inquiète.

Prendre soin

Une grosse partie de l'engagement de Nicole aux côtés des bergère·s a l'air de relever de cette propension à prendre soin des autres. C'est même comme ça qu'elle est revenue aux Portes.

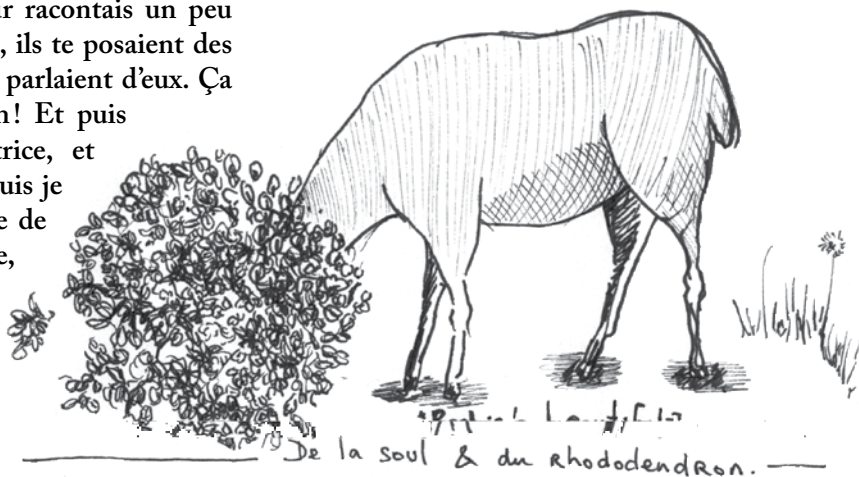
Oui je suis revenue ici en 81 parce que j'ai ma grand-mère qui avait fait un AVC et qui devait partir en maison. Ça me plaisait pas du tout alors j'ai dit à mes parents : « je reviens, on la garde, et je vous aide à la garder, quoi. »

Après j'ai fait un tas de petits boulots, je faisais des ménages, j'ai été factrice, ça me plaisait bien factrice, c'est le métier que j'ai préféré. C'est vraiment le métier que j'ai préféré, parce qu'à l'époque on rentrait chez les gens. Tu portais le courrier. Tu leur racontais un peu ce que tu savais, ils te posaient des questions, ils te parlaient d'eux. Ça me plaisait bien ! Et puis j'ai été animatrice, et puis voilà ! Et puis je me suis occupée de ma grand-mère, après, il y a eu papa qui a été malade mais

pas très longtemps et puis maman... Et après je ne pouvais pas partir beaucoup parce qu'il fallait vraiment que je m'occupe de maman. Et donc c'est là qu'Alain a eu ses brebis et en même temps ça me plaisait, ça me permettait d'un peu voir autre chose que la maison, que les malades. Je m'occupais un peu des brebis mais bon c'est quoi, c'est trois quatre heures par jour, pas plus.

« Pas plus »

Il faut imaginer que « faire les radios » implique d'avoir dans sa salopette en toile ou en jean des années soixante-dix la radio ouverte en permanence dans la poche. Quand elle fait les foin, quand elle est au jardin, quand elle descend à la Chapelle, quand elle cueille ses framboises. Nicole guette d'une oreille si jamais son prénom est appelé par l'un·e ou l'autre des quinze bergère·s dont elle s'occupe. À chaque bergère sont attaché·e·s des éleveurs, quelquefois des éleveuses, des ami·e·s, des enfants, des amoureux·e·s, quinze toiles d'araignées sociales singulières rapportées dans des petits carnets, avec des répertoires, des annotations, des demandes, des

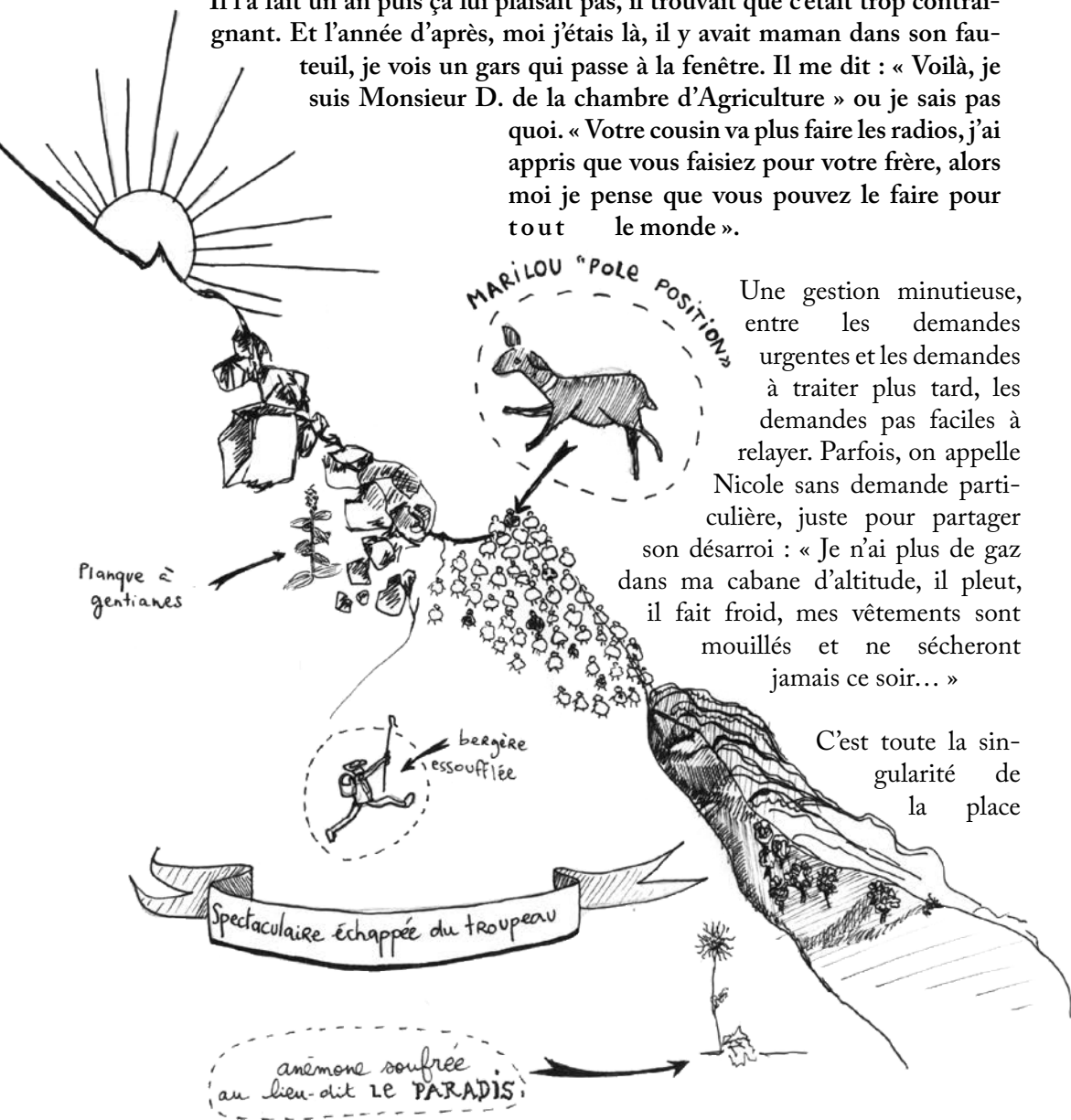


trucs à ne pas oublier. Plus les numéros des secours en montagne, le cabinet vétérinaire, la boucherie, le caviste, etc :

Quand je pars, je laisse toujours la radio à quelqu'un. À Christine et Jean-Marc en l'occurrence. Avec mes petits cartons, mon petit carnet d'adresses. Pour machin, il faut appeler untel, pour machin il faut appeler untel... Eh oui, sinon, tu sais pas qui appeler, tu es embêtée quoi.

Une charge mentale immense. Et le premier bonhomme à s'occuper des radios ne s'y est pas trompé. Au début, c'est son cousin qui était chargé des radios :

Il l'a fait un an puis ça lui plaisait pas, il trouvait que c'était trop contraignant. Et l'année d'après, moi j'étais là, il y avait maman dans son fauteuil, je vois un gars qui passe à la fenêtre. Il me dit : « Voilà, je suis Monsieur D. de la chambre d'Agriculture » ou je sais pas quoi. « Votre cousin va plus faire les radios, j'ai appris que vous faisiez pour votre frère, alors moi je pense que vous pouvez le faire pour tout le monde ».



Une gestion minutieuse, entre les demandes urgentes et les demandes à traiter plus tard, les demandes pas faciles à relayer. Parfois, on appelle Nicole sans demande particulière, juste pour partager son désarroi : « Je n'ai plus de gaz dans ma cabane d'altitude, il pleut, il fait froid, mes vêtements sont mouillés et ne sécheront jamais ce soir... »

C'est toute la singularité de la place



qu'elle occupe. Ni patronne, ni secouriste, ni pompière, ni agente du Département ou de la Chambre, Nicole s'occupe de nous par conviction, en trouvant une juste place, concise et efficace quand il le faut, à l'écoute et pleine de sollicitude lorsqu'un silence un peu trop appuyé appelle à un dialogue.

Parcours

Avant de retourner dans son village natal, avant de s'occuper de berger·es et d'animaux, Nicole a étudié et travaillé. Elle a été maître auxiliaire d'italien :

Moi, je l'avais pas le CAPES. Après, je me suis décidée quand même à le passer. Je l'ai eu, mais c'est là où ça commençait déjà à plus me plaire, tu vois ? Je réussis quand j'arrête moi. Alors que franchement, j'aurais fait ma vie dans l'éducation nationale, j'aurais une retraite correcte.

On voulait pas faire comme toute le monde. Moi, je te le dis franchement avec un bac à l'époque, toutes mes copines, elles ont eu le bac, elles sont entrées à la sécu ou à la SNCF ou à la Poste. Il y avait du boulot, quoi.

Et nous c'est cette histoire de... On s'est senti·es un peu rebelles, on va pas faire comme les autres, tu vois.

On croyait qu'on allait faire mieux, qu'on allait... Et après, je sais pas si on a fait mieux, si on a fait moins bien, de toutes façons, on a fait autrement.

Nicole, Alain et Jacky sont revenus aux Portes dans les années 80. Dans d'autres vallées des Écrins, le retour à la terre s'est produit dans les années soixante, soixante-dix. Ici dans le Valgaudemar, le climat est particulièrement rude et les silhouettes imposantes des sommets cachent le soleil qui se montre peu en hiver. Ici, pas de néo-ruraux. Ici pas de station de ski.

Il a failli y en avoir une aux Pales. Papa se réjouissait. Il disait mes enfants vont avoir du travail. [On l'entend se frotter les mains] On l'a échappé belle ! T' imagine : les Portes avec des immeubles partout ! Oohh ! Mais ça serait ça !

C'était dans les années... Dans les années 60, 65. C'était venu par le curé de la Chapelle. C'était un Suisse. Et il était pour ça, pour développer. Non mais, ça partait d'un bon sentiment. Pour que les gens ils puissent rester là, pour qu'ils aient du travail, tu vois. C'est vrai qu'on aurait tous eu du travail : femmes de ménage, barman, voilà !

Le Valgaudemar souffre de l'exode rural qui a commencé dès la fin du XIX^e. Au début du siècle les services des Eaux et Forêts rachètent des terres communales afin de constituer une partie du Parc du Pelvoux précurseur du Parc National des Écrins : en 1920 c'est déjà plus de 7 000 hectares qui sont rachetés aux communes du Valgaudemar. La première guerre mondiale, les crues, les avalanches, les incendies vident les hameaux comme celui de Navette au-dessus des Portes dont les maisons seront dépouillées de leur charpente, par les Eaux et Forêts, pour accélérer leur ruine, ou encore, celui des Clots ravagé par un incendie en 1934 et à jamais abandonné.

Agriculture(s)

Avec Alain on a cinquante-quatre, cinquante-cinq mères. C'est petit sinon on a pas assez de foin. On n'a pas les bâtiments. On a deux petites bergeries. On peut pas en mettre plus. Moi j'aime bien avoir des brebis que tu connais. Elles ont un nom, tu sais comment elles réagissent. Bon admettons, allez, jusqu'à deux cents, je pense que c'est encore une taille humaine mais après quand t'as six cents, sept cents brebis. Je trouve que c'est comme un travail à l'usine, il faut te dépêcher. Et puis il faut être mécanisé, il faut... Tu peux pas transporter tes bottes sous le bras pour donner à sept-cents brebis! Il faut avoir les grandes crèches, il faut avoir le tapis roulant, il faut faire des bottes r o n d e s ...

Nous ici on pourrait pas faire des bottes rondes. Tu fais venir un tracteur qui fait des bottes rondes, il fait les bottes rondes dans le champ du voisin, quoi! Déjà on a un tracteur et une motofaucheuse, ça s'est déjà mécanisé, mais y en a encore des endroits qu'on fait à la faux. Et puis, on a voulu garder ou des chèvres ou des brebis pour entretenir les champs, parce que si y a plus de brebis qui mangent, et si on fait plus de foin, dans quinze ans, c'est la forêt vierge. Ça s'embroussaille très, très vite. Je vois le printemps déjà, tout ce qu'on enlève comme buissons,

comme petits arbres qui poussent. Et puis, c'est la vie aussi les brebis. Je trouve que l'idéal ce serait que la plupart des gens aient un petit troupeau et qu'ils puissent travailler à côté.

Parce que rester dans ton troupeau, tout le temps. Ça peut devenir rébarbatif. Alors à côté, tu peux faire un autre travail. Tu vois d'autres personnes ou tu fais d'autres trucs. Parce que faire des brebis trois-cent-soixante-cinq jours et du matin au soir des brebis ou des chèvres ou des vaches, tout le temps, tout le temps, tout le temps. Et puis pas mettre ses œufs dans le même panier, aussi. Imagine qu'un jour y a une épidémie, ou qu'il y ait beaucoup d'agneaux ou de chevreaux qui crèvent à la naissance. Ça peut arriver aussi. On sait pas. Bah tu fais autre chose à

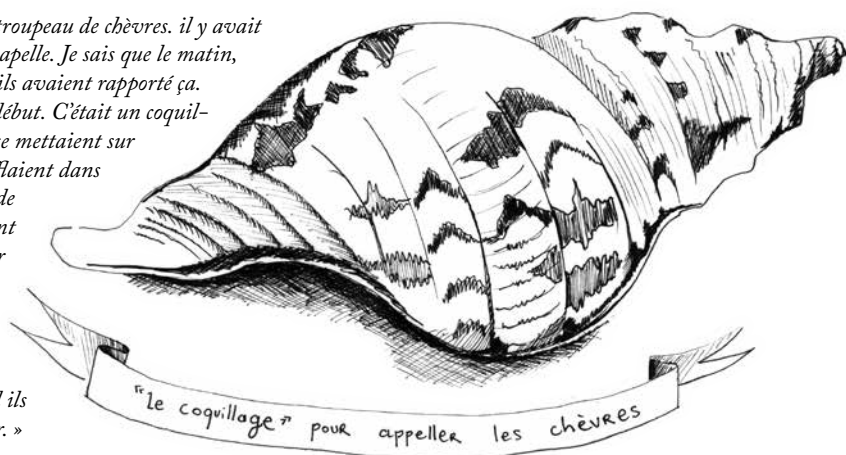


côté, puis ça te sort, ça te fait voir autre chose, ça t'ouvre l'esprit autrement. Comme avant ils faisaient les gens. Avant ils faisaient tout un tas de choses. Ils avaient leur troupeau, ils faisaient dans les champs. J'sais pas c'est une autre richesse.

Les histoires de crédit, nous on n'a pas ça. C'est un truc auquel je pense pas, les crédits. Moi, je te dis quand y a un agneau qui meurt à l'automne, ça me fait de la peine parce qu'il est mort. Et qui va pas grandir! Mais je vois pas les sous qu'on a pas.

En plus c'est pas moi qui vends c'est Alain. Moi, je... Puisque moi j'en

« À la Chapelle il y avait un troupeau de chèvres. il y avait au moins cent chèvres à la Chapelle. Je sais que le matin, ils avaient... Je sais pas d'où ils avaient rapporté ça. C'était l'attraction, quoi, au début. C'était un coquillage, un gros coquillage et ils se mettaient sur la place de la chapelle, ils soufflaient dans le coquillage et ça s'entendait de partout. Et les gens ils savaient que c'était le moment de lâcher les chèvres. Tu voyais toutes les chèvres qui arrivaient sur la place du village et puis après, juste derrière, derrière le village. Puis pareil ils les laissaient libres tout le jour. »



mange pas... Tu vois, pour moi, c'est pas... J'essaie de pas y penser quoi, que ça va partir à la boucherie ! Il naît, je l'élève, je lui fais téter, tout ça j'aime bien.

Mais c'est ça que je te dis. Y a trop de paperasseries, de normes maintenant, il faut tout que ce soit noté, tout que ce soit mis sur papier, sur ordi, les médailles, les machins, les vaccins, les... J'suis sûre qu'il y a des bêtes qui sont plus vaccinées que nous !

Je me pose des questions.

On est passé de petits troupeaux où les gens s'aident à des bergeries toutes neuves trois cents brebis et puis un truc chacun pour soi.

C'est les aides, c'est les primes, c'est le fait que tu t'en sortes plus si tu as un petit troupeau. Si tu vends vingt agneaux dans l'année, tu t'en sors pas. Il faut en vendre cent peut-être. Un truc comme ça.

Il faudrait aider d'une autre manière. Il faudrait que tous les éleveurs puissent avoir un salaire minimum mais qu'à côté pour tout le travail, ça puisse être qu'au lieu de

travailler comme des fous, de faire travailler quelqu'un, tu vois. Et puis que ce quelqu'un soit payé.

– Travailler moins quoi.

– Voilà.

– Partager le travail.

En discutant avec Nicole, on entend bien revenir quelquefois la petite voix qui dit : « c'était mieux avant ». Sauf que le mieux en question est souvent original. La discussion dure encore. Nicole garde en mémoire les changements survenus dans la vallée, les noms des gens, leurs trajectoires, leurs emplois, leurs liens, ce qu'ils et elles représentaient.

Par son emploi aux radios et dans ce compagnonnage avec son frère Alain, elle a aussi du recul sur cette histoire plus récente qu'est la garde en montagne en tant que berger·e·s salarié·e·s pour un groupement. Berger·e·s qui sont parfois propulsé·e·s sur une montagne « hors-sol », sans lien avec « le bas », gardant pour des éleveurs lointains.

Or à cet endroit-là, Nicole ne rechigne pas devant la modernité. Mais elle l'habite à sa manière. En nous répondant à la radio, de début juin à fin octobre, elle



fait demeurer un lien social, non-marchand et non folklorique. Une histoire vraie où tout le monde est logé à la même enseigne et dès lors, accueillie. Le retour aux racines que Nicole a choisi semble se nourrir de ces convictions-là : de l'indépendance, du temps, de l'attention pour les gens et pour les animaux, une certaine idée de l'autonomie. On comprend mieux alors l'histoire des « péquenots des Portes » qui se sentaient mis à l'amende en arrivant à Gap :

Chez nous, je veux dire c'était pauvre, on avait pas l'eau, on avait à peine l'électricité, on était vraiment des péquenots, et on nous le faisait sentir, on le ressentait par rapport aux autres, tu vois. Alors que maintenant que tu habites à la Chapelle en Valgaudemar où que tu habites à Gap, tu as exactement les mêmes choses.

Il en est resté une singularité, que la normalisation galopante ou le goût du profit n'ont pas entamée :

On a pas voulu rentrer trop dans le moule, tu vois. 68 ça nous a un peu... Déjà on partait d'ici, on était un peu à la limite, à la frontière, quoi. On n'est pas des marginaux. Quoique, quand tu es marginale tu es quand même dans la page, voilà. Pas tout à fait en dehors de la page ! [elle le dit en riant]. On était déjà un peu des sauvages, tu vois.

Quand on l'interroge sur son salaire, on apprend que cela fait quinze ans qu'elle fait ça bénévolement. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas un sacerdoce, c'est de la liberté. Le lendemain de notre entretien, j'avais un message sur mon téléphone :

Bonsoir Berthe, c'est Nicole. Tu sais j'ai réfléchi sur cette histoire de ne pas être payée. Non, mais alors ça





c'est quelque chose, tu vois, je crois que si on me payait, je le ferais plus. J'aime pas entrer dans un truc, alors vous ouvrez à telle heure, de telle heure à telle heure, autant de temps et tant, et tu vois, et... Non non, ou c'est comme ça ou je le fais pas. 68!

Cette ligne de crête qui fait trébucher nos meilleurs raisonnements syndicaux est à l'image de la condition des berger·e·s aujourd'hui, ou des réflexions que Nicole nourrit sur l'agriculture.

Progrès?

Le pastoralisme a évolué au gré des déplacements humains, des politiques agricoles, du développement touristique, de la technologie et de l'arrivée des loups. On parle parfois de progrès, mais qui ne va pas sans contrôle. Le berger ou la bergère, quand il y en avait un·e, c'était celui ou celle « qui ne pouvait rien faire d'autre », qui « n'avait pas de terre, pas de bâtiment, c'était un peu le pauvre du village; c'était pas quelqu'un qui était foncièrement bête. On leur donnait ça pour qu'ils aient quatre sous. Après, je sais pas comment ils étaient vraiment payés ou si c'était avec des agneaux ou des œufs, enfin des trucs comme ça... Ou alors c'était des gens comme papa qui était journalier quand il allait travailler l'hiver en Provence. Là, ils portaient de Provence pour aller travailler dans les montagnes ».

Aujourd'hui, les berger·e·s restent le plus souvent celles et ceux qui n'ont pas de terres, celles et ceux qui viennent d'ailleurs. Les conditions de travail et de vie sont parfois très pénibles. Les éleveurs, les éleveuses pensent parfois que les berger·e·s n'ont pas besoin d'eau potable,

de légumes frais et d'attention. D'autres soignent leurs brebis et leurs berger·e·s.

Une normalisation des conditions de travail n'est pas forcément souhaitable, la 4G non plus. La norme amène son lot de contraintes, de pertes de libertés, de confort modernes obligatoires. La normalisation n'amènerait pas plus de solidarité, elle entraînerait plus de polices, de contrôles de l'État, déjà bien présent comme ici, en plein cœur du Parc national des Écrins. Le téléphone portable nous isolerait de la vallée, en nous rapprochant du reste du monde.

Il reste à trouver quelque chose de sinueux, de collectif et de singulier qui permette de ne pas être seul·e, face à des éleveurs, des éleveuses, des conditions trop dures et des flics de l'environnement.

Nicole parce qu'elle est Nicole permet par la radio cet espace ouvert aux berger·e·s où la modernité n'abolit pas le lien social, entre soin et liberté, entre un sentiment de communauté et la possibilité de s'en extraire. Quelque chose de joli, du soutien, des conseils, des gâteaux. Cet équilibre qui fait sens entre la rudesse du passé et la modernité écrasante.

Ni dans la page, ni en dehors : dans la marge.

Dessins de Berthe

Entretien et texte :

RENO
& BERTHE



LA FIN DU MONDE, L'EAU ET LE FEU

LA CATASTROPHE DU BARRAGE DU GLENO

Le 1^{er} décembre 1923 le barrage du Gleno s'effondre. Les industriels et l'ingénieur mis en cause invoquent un soi-disant attentat anarchiste pour se disculper et la justice se montre complaisante envers eux. Pourtant les preuves et les témoignages ne manquent pas sur les malfaçons du barrage et le laisser-aller frauduleux de son exploitation. Les patrons sont connus pour leur mépris des ouvriers, particulièrement pour les conditions de travail inhumaines faites aux femmes. Un tel cynisme ouvre les yeux de la population sur une autre catastrophe : le fascisme. Il s'agira cette fois de résister. Cet article est paru dans l'édition été-automne 2018 de *Nunatak* en italien, n°51-52.



Le 23 décembre 2015, l'*Eco di Bergamo* publie un article de Franco Cateano sous le titre « Bonomo, le barrage détruit par les anarchistes ». Benedetto Maria Bonomo, avocat et maire de Colere dans la haute vallée de la Sérïana, livre le récit de l'effondrement du barrage du Gleno, construit dans les années vingt par les Vigano pour alimenter leurs cultures et usines de coton. La thèse de Bonomo dénonce un attentat anarchiste, pas du tout une erreur technique. Désastre scénarisé par les politiques, tentative de réhabiliter les spéculateurs et démolisseurs au nom du progrès, basse manœuvre pour accabler ceux qui osent critiquer les manœuvres du capitalisme : la décadence de notre époque n'est pas si éloignée de la catastrophe du Gleno.

Quatre-vingt-quinze ans se sont écoulés depuis le 1^{er} décembre 1923, quand 6 millions de m³ d'eau envahissent la vallée. Le barrage construit à l'embouchure de la vallée du Gleno sur le site de Dezzo di Colere était le premier barrage de type mixte construit dans le monde : le projet initial de type gravitationnel avait été modifié en cours de construction en une structure à arches multiples, source de nombreux problèmes techniques. La rupture s'est produite deux mois seulement après achèvement des travaux.

L'écroulement enregistré à 7h15 du matin emporte les habitants de la vallée de Scalve et du Val Camonica. L'eau, 28 km plus loin, rejoint le lac d'Isao dont le niveau monte d'un mètre, faisant de très nombreuses victimes, peut-être plus de 500 (356 selon l'estimation initiale).

Un attentat imaginaire

En juillet 1927, après un procès commencé trois ans auparavant, Virgile Vigano, responsable de La Ponte Abiate à Milan, et l'ingénieur G.B Santagalo, responsable technique, sont condamnés à 4 ans et 4 mois de prison. Reconnus coupables de cette catastrophe, ils effectuent une peine de deux ans.

Selon la thèse de l'accusation, ce sont les économies réalisées sur le ciment et la ferraille qui sont responsables de l'instabilité de l'ouvrage. Pourtant, selon Bonomo, « l'ouvrage était bien prévu pour résister à tout, selon les standards de l'époque. Le procès dit que la rupture provient d'infiltrations, mais il y est dit que celles-ci étaient normales. » Mais hors contrôle depuis 1920... Entre octobre et novembre 1923, mois pluvieux, une inspection de l'ingénieur en chef affirmait que tout était en règle. Bonomo avance donc l'idée d'un procès orienté, la justice aurait affaibli les preuves fournies par les documents et semé la confusion dans les témoignages, en particulier sur le seul témoignage oculaire d'un gardien du barrage, Francesco Morzenti.

Selon l'avocat Carlo Salvioni président du comité antifasciste de Bergame, le représentant des parties civiles Carlo Zilochi, député socialiste, affirme, lui, que l'hypothèse d'un attentat n'a en rien été négligée mais que la responsabilité des constructeurs ne fait finalement aucun doute. Trop de terre a été utilisée en proportion inverse du ciment armé. Cause originelle de la rupture du barrage : les matériaux n'étaient absolument pas adaptés à ce type de projet. La société de construction a commis de graves manquements en faisant des économies sur les matériaux.

La fin du monde, l'eau et le feu

Quelques repères essentiels de ce qui s'est passé : le 22 octobre 1923, la retenue se remplit entièrement à la suite de pluies abondantes, près de 12 m³/s s'échappent alors des déversoirs, les courants poussent et frappent l'arête des pylônes de fond, chargés d'importantes masses de matériaux. Le 24 octobre l'ingénieur en chef du génie civil de Lombardie rejoint le chantier du barrage pour se rendre compte de la situation et vérifier en particulier les infiltrations. Le 29 novembre l'ingénieur Conti se rend sur le site en raison d'une augmentation des pertes d'eau. Le 1^{er} décembre, à 6h30, le gardien du barrage Morzenti ressent une forte secousse au moment où il traverse une passerelle. À 7h30 le barrage s'effondre.

La vague qui se forme alors atteint le village de Dezzo et balaye la rue. Le souffle en est si puissant que, dans une maison restée debout, deux enfants sont emportés soudainement dans leur sommeil. Comme devenus fous, quelques survivants errent dans les eaux agitées, la boue et les détritiques, cherchant des fils, une mère, des parents.

Les témoignages excluent tout mouvement sismique, acte de violence ou atten-

tat. Écoutons celui de Morzenti : « Nous avons vu une immense masse rejoindre le cours furieux de l'eau, formant un dense nuage noir, les câbles se sont mis à brûler. Dezzo di Colere est alors traversé par deux vagues, la première cause peu de dommages, détruisant quelques petites maisons sur les bords du torrent. Au pont qui rentre dans le village, où la vallée se rétrécit et forme un goulot, l'eau chargée de détritiques et de troncs d'arbres s'arrête, recule et inonde le paysage ; puis elle réussit à s'engager dans le canal de la via Mala et, se retirant, rase entièrement la rive gauche de Dezzo. Poursuivant son cours, l'énorme masse d'eau, qui transporte des morceaux colossaux arrachés à la montagne, se déverse en ligne droite au fond de la vallée, jusqu'à une hauteur de 25 à 30 m. Elle traverse et emporte quatre centrales électriques, une grande partie du ballast de la voie ferrée de Voltri, une partie des habitations de Corna, Dario, Agelo, Azzone, Damegio, un tronçon de la voie ferrée Iséo-Edolo. Avant de se déverser dans la vallée de l'Oglio puis dans le lac d'Iséo ».

D'autres témoignages racontent « les gens surpris dans leurs maisons, sur leur lieu de travail, dans leurs chalets, tous emportés



par un souffle violent. Il y eut d'abord un vent mystérieux, de profondes et indéchiffrables secousses, des tressaillements. La vague qui atteint les habitations de Dezzo était comme une coulée dans un haut fourneau, furieuse, provoquant une explosion effrayante, un fracas de pierres et de fer en fusion, déclenchant une détonation semblable au bruit de cent canons. Une guerre du feu et de l'eau, les éléments les plus utiles et les plus terribles de la nature... La fin du monde, l'eau et le feu, le feu et l'eau, en une danse infernale. »

Des témoignages accablants, un procès scandaleux

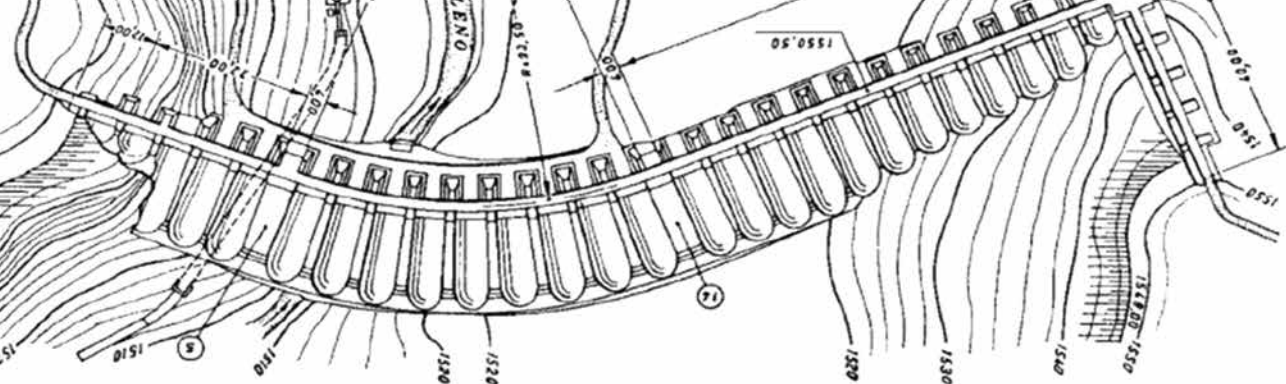
Le 30 décembre 1923 le procureur accuse le chef de projet et les Vigano – propriétaires du barrage et d'usines de coton qui utilisent la force motrice des eaux – d'homicides et autres délits sur près de cinq cents personnes. Le 6 janvier 1924, les biens des Vigano et du chef de projet sont mis sous séquestre. Le 5 mai 1925 s'ouvre le procès, après de multiples renvois pour expertise technique. Le 4 juillet 1927, le procès s'achève sur la condamnation des deux accusés, des peines plutôt légères, quasiment une forme d'absolution.

Les dommages matériels sont estimés entre 130 et 150 millions de liras, 4 millions pour les sinistrés les plus nécessiteux (environ 650 personnes). 6 millions, destinés à ceux qui se sont portés partie civile sont provisionnés sur la fortune des Vigano pour dédommager les industriels, les organismes publics et les particuliers sinistrés.

La commission d'indemnisation chargée de la liquidation des dommages distingue deux catégories : malades et blessés d'un côté et personnes décédées de l'autre. Les hommes entre 25 et 60 ans reçoivent 6 000 liras pour blessures et dommages, les femmes, les enfants et adolescents et les personnes âgées, 2 500 liras. 5 000 liras sont versées pour les personnes décédées de moins de 80 ans, 4 000 liras pour les nouveaux-nés. Mais les préjudices indirects subis par les habitants ne sont pas pris en compte.

Dans une tentative de fuir toute responsabilité, la défense du propriétaire avait émis l'hypothèse d'un attentat à la dynamite. Elle se basait sur la déclaration d'un détenu de la prison de Cramone, révélant l'existence d'un vague groupe d'anarchistes qui aurait placé un puissant explosif à la base de l'ouvrage. Selon





le détenu, la préparation de l'attentat, dont le transport d'une grande quantité d'explosifs, se serait déroulée sans que les gardiens détectent quoique ce soit... Mais personne de l'accusation n'a été dupe des manoeuvres des avocats de la défense.

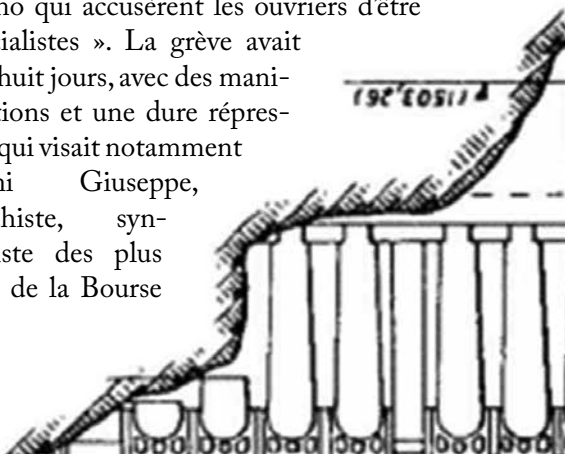
Le témoignage de Morzenti est formel : il n'a pas entendu d'explosion. Par contre, il dénonce la mauvaise qualité du ciment, un béton coulé et peu armé, surtout à la base de l'édifice, là où sont implantés pylônes et arches. Le ferrailage était un mélange de matériaux neufs et de rebuts de guerre, sur lequel le ciment n'avait aucune prise, si bien que le béton s'est effrité comme de la farine. Morzenti ajoute que le mortier versé n'avait pas été compressé pour empêcher toute infiltration, la retenue d'eau n'avait pas été vidée pour procéder à des réparations interstitielles, bref un travail approximatif. La retenue s'est vidée en douze à quinze minutes, cédant là où existaient les plus importantes fuites, à la base des pylônes les plus élevés. Le barrage a donc cédé là où son étanchéité aurait dû être vérifiée. Les personnes qui y travaillaient connaissaient parfaitement le problème, Vigano lui-même disait que si le barrage cédait, il s'enfuirait en Suisse ! Le témoignage du procureur du roi peut être ajouté au tribunal de Bergame : « Le barrage montrait d'inquiétants signes de dangerosité, de perméabilité, dès le début des travaux. Le constructeur aurait dû s'en alarmer. L'eau fuyait par le réservoir, pénétrait les roches des fondations à la

base du barrage, jaillissait des pylônes et arches en telle quantité que la société Vigano la collectait dans un canal pour faire fonctionner une turbine et alimenter en lumière électrique les différents quartiers de la vallée. La société Vigano exploitait industriellement et en toute connaissance de cause cette perte d'eau, au lieu d'y voir la preuve de défectuosité et dangerosité de ce barrage instable. D'autres témoins disent avoir vu « des éléments de construction flottant quelques instants et disparaissant dans les profondeurs. »

Pourtant aujourd'hui comme hier, on cherche à falsifier l'histoire : le journaliste de l'*Eco di Bergamo*, Cattaneo, ainsi que sa rédaction toute entière, se sont prêtés à ce jeu dégoûtant visant à laver de leur responsabilité les Vigano et cherchant à discréditer le témoignage de Morzenti.

Des patrons véreux et l'exploitation éhontée des femmes

Déjà en 1920, une grève de la main-d'œuvre qui réclamait une augmentation de 3 lires de l'heure était cassée par les Vigano qui accusèrent les ouvriers d'être « socialistes ». La grève avait duré huit jours, avec des manifestations et une dure répression, qui visait notamment Papini Giuseppe, anarchiste, syndicaliste des plus actifs de la Bourse



du travail de Bergame. Pendant la grève, les manifestants s'étaient armés de bâtons pour tenter de bloquer des autocars de la société Vigano. Ils ont été chargés par les carabinieri, arrêtés pour faits de résistance et envoyés en cour d'assise. L'entrepris, par la médiation de la paroisse de Vilminare et son prêtre, a concédé une augmentation – entre 20 et 60 centimes de l'heure – et 1,20 lire de prime pour la cherté des vivres. Et la grève a cessé.

Au cours du procès contre Vigano, certaines dépositions ont fait état des très mauvaises conditions de travail : « Si un ouvrier se plaignait on lui menait la vie dure, on le traitait comme une bête; il était renvoyé sur le champ ».

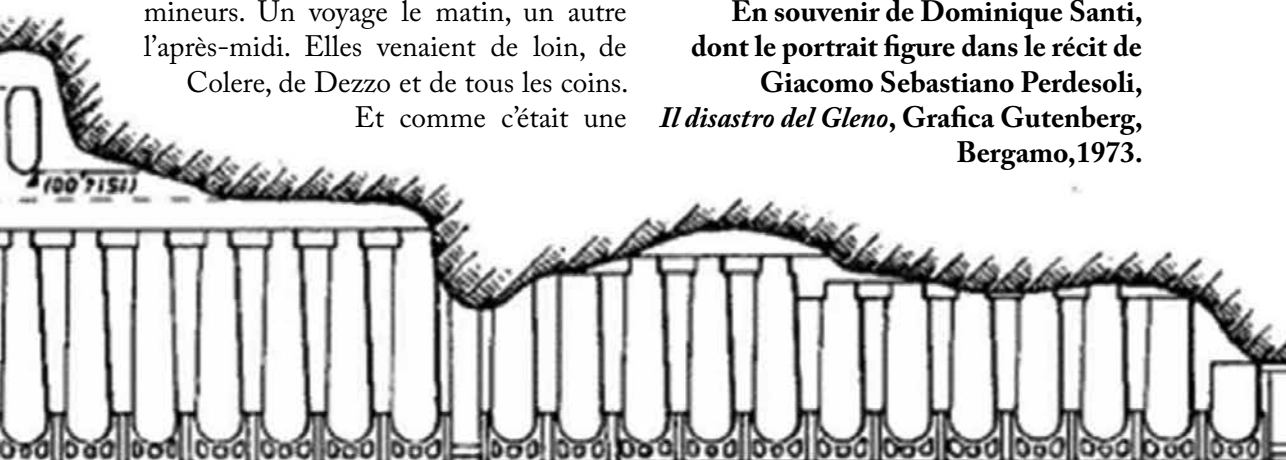
Le sort des femmes surtout était très dur, elles qui ont contribué largement à la construction du barrage, embauchées à des postes habituellement réservés aux hommes, pour des travaux très fatigants physiquement. Carlo Pedrini se souvient qu'« en 1917, 1918 et jusqu'en 1919, quand la plupart des hommes étaient à la guerre, elles grimpaient là-haut les sacs de ciment sur le dos. Porter à bras c'est dur, mais monter avec des sacs sur le dos... Employer comme ça la main-d'œuvre féminine, c'est une pure volonté d'exploitation ». Élisia Moreschi témoigne : « les femmes portaient les ferrailles aux forges, les ferrailles rouillées aux façonneurs, avant de les apporter aux mineurs. Un voyage le matin, un autre l'après-midi. Elles venaient de loin, de Colere, de Dezzo et de tous les coins. Et comme c'était une

main-d'œuvre abondante elles étaient bien moins payées. »

Attention fascisme

La catastrophe du barrage du Gleno a généré la méfiance de la majeure partie de la population qui montra une résistance au nouveau régime fasciste. Celui-ci a bien essayé de contrôler la situation, de la retourner à son avantage, mais en vain. Les sempiternelles annonces solennelles de fermeté et de sévérité, promises par les responsables du gouvernement et de l'État, s'étaient transformées après quelques années en scandaleuse complaisance. Les gens de la vallée ont pris clairement la mesure de l'intervention du régime sur l'issue du procès et cette condamnation ridicule. Quel que soit l'a priori idéologique, le constat reste clair, l'injustice flagrante : les seigneurs, les riches, se sont ralliés aux fascistes, et les fascistes les protègent. Cette vallée très pauvre s'est retrouvée seule pour reconstruire sa dignité blessée, sécher ses larmes, se remettre à porter le fardeau de sa pauvreté.

Spazio Anarchico Underground - Bergamo. Les références historiques sont puisées en grande partie d'un livre d'Angelo Bendotti, *L'acqua, la morte, la memoria : il disastro del Gleno, Il filo di Arianna*, [1984], 2014. En souvenir de Dominique Santi, dont le portrait figure dans le récit de Giacomo Sebastiano Perdesoli, *Il disastro del Gleno*, Grafica Gutenberg, Bergamo, 1973.



TRANSHUMANCES

UNE REVUE SAISONNIÈRE (1978-1990)

À la fin des années soixante-dix à Briançon, un groupe de jeunes travailleurs saisonniers, lycéens et autre dériveurs légers créent la revue *Transhumances*, dont nous avons republié des articles dans des numéros précédents de *Nunatak*. En trente numéros, cette aventure a cartographié l'espace touristique de la montagne, décrit la militarisation, ridiculisé la frontière et ses fortifications, exploré les refuges, les glaciers, les villages, les usines ou les casernes et lutté aux côtés des travailleurs saisonniers et des réfractaires. Rencontre avec René Siestrunck, l'un de ses rédacteurs et cheville ouvrière des éditions éponymes qui ont poursuivi le travail entamé par la revue, à la recherche de l'insaisissable culture touristique.

Les revues seront accessibles sur
www.transhumances.com



Peux-tu raconter ton installation dans le Briançonnais ?

Je viens de Paris, et c'était une résidence familiale, une résidence secondaire, qui est devenue une résidence principale quand je m'y suis installé en 75. Auparavant, au cours de mon cursus en sociologie et ethnologie, le Briançonnais était mon terrain d'étude, notamment la mécanisation agricole dans la vallée de la Clarée, puis les fortifications et la frontière. Après avoir beaucoup fait les foins avec les paysans, j'ai fait des saisons dans les remontées mécaniques. Je me suis senti de la montagne, comme on peut être attiré par la mer, la forêt ou un milieu particulier.

Comment vivais-tu le travail saisonnier ?

Un manque absolu de reconnaissance du travailleur, à un moment où on est déjà dans la montée en puissance des stations, où la main-d'œuvre locale, ceux qui sont paysans d'un côté et dans les remontées mécaniques ou dans le bâtiment de l'autre, ne suffit plus. Il y a un apport absolument massif de l'extérieur, pas forcément de très loin mais de l'extérieur. Des gens souvent diplômés, évidemment surdiplômés pour les emplois qu'ils vont occuper et venus pour la montagne. Il y avait deux secteurs qui étaient en pointe de manière plus évidente que les autres : les remontées mécaniques et le tourisme social, comme VVF¹ à l'époque. Les travailleurs saisonniers étaient considérés comme des moins que rien. J'avais fait tout un chantier à Mont-

genèvre où mon chef, le petit chef, ne m'a jamais appelé par mon prénom mais seulement par la couleur de mon bonnet. Enfin c'était symptomatique et drôle par certains côtés, mais ça témoignait de rapports humains assez dégradés.

J'ai été délégué syndical des remontées mécaniques de Montgenèvre, il n'y en avait pas beaucoup à l'époque. Aujourd'hui les saisonniers sont chapeautés par la CGT. Mais à l'époque elle était hyperproductiviste et prônait le plein emploi, les travailleurs qui acceptaient des contrats saisonniers étaient pratiquement considérés comme des traîtres. Il y avait eu un mouvement de grève à l'UCPA, lancé par les saisonniers, les gardiens de refuges qui avaient été sévèrement rappelés à l'ordre par les délégués syndicaux permanents CGT, qui ne leur donnaient pas le droit à la parole. Ce qui fait que quand j'ai été délégué syndical je suis allé à la CFDT, qui était la première à se préoccuper du statut des saisonniers, notamment suite aux mouvements de grèves des saisonniers des Club Med et des Nuits Blanches. Il faut rappeler qu'en 82-83, des saisonniers, principalement marocains et tunisiens de tout l'arc alpin, se mettent en grève, soutenus par d'autres saisonniers et des bénévoles et obtiennent la négociation d'un accord sur l'emploi avec la garantie de réembauche d'une saison sur l'autre ainsi que leur régularisation. Les différentes conventions collectives dans les métiers de saisonniers ne sont pas tombées du ciel ! À Briançon, il y avait eu une soirée de soutien aux travailleurs saisonniers de Monétier-les-Bains. Une soirée pour les saisonniers, par les saisonniers. Puis les années suivantes il y a eu des répétitions, d'abord Nuits blanches des saisonniers, puis le Festival international des saison-

1 Pionnière du tourisme social et familial en 1958, Village Vacances Familles est une association de tourisme qui a développé en France le principe de l'hôtellerie familiale en village de vacances en location.

niers, une machine de plus en plus grosse avec un permanent qui s'en occupait six mois à l'avance. Quand c'est trop gros, c'est comme les dinosaures, ça périclite.

Comment est née la revue *Transhumances*? Qu'est-ce qui vous réunissait à l'époque?

La revue *Transhumances* est née de la rencontre de personnes à la fin des années 1970, au départ dans le travail saisonnier, certains encore étudiants mais travaillant pour le tourisme pendant les vacances scolaires, ainsi que quelques lycéens. Tout ce petit groupe souffrait de l'état du tourisme de l'époque et a eu l'idée de s'agiter, d'agiter des idées pour faire une petite revue. Le premier numéro est paru après avoir créé l'association du même nom, qui se donnait pour but l'étude du tourisme, la transhumance, mais la transhumance touristique bien sûr. On aimait bien les brebis aussi mais c'était pas exactement la même transhumance. D'un point de vue plus général, la question qu'on se posait était double : où était la culture touristique, qu'est-ce qu'on en faisait, qu'est-ce que ça apportait? Et comment résider, comment demeurer dans le pays du passage permanent, un pays dont la population touristique changeait régulièrement, de manière assez brutale et violente?

Avant d'aller plus loin, peux-tu préciser ce que vous entendiez par culture touristique? Cette problématique semblait animer bon nombre de vos réflexions.

Le tourisme, comme toute activité dominante, a besoin de culture pour lier sa production. Celle-ci est importée, urbaine, et le local est instrumentalisé comme complément décoratif. Il y a de grosses machines touristiques mais la *culture tou-*

ristique, on ne l'a toujours pas trouvée. Autant on pouvait voir dans l'agriculture sa propre culture. Puis au début du xx^e siècle, il y avait l'usine de la Schappe² avec des salaires de misères, un patronat paternaliste mais qui serrait quand même très fort la vis. Survient alors la grande grève de 1907 et cet appel un peu messianique pour le syndicat avec la création dans les faubourgs rouges de Briançon d'une culture ouvrière faite d'humanisme et de solidarité. Mais quelle est la culture du tourisme? En ce qui concerne les stations de ski, il faut faire la part entre l'été et l'hiver. L'hiver la culture touristique c'est la culture urbaine, le pays n'existe pratiquement pas, même si il y a des prospectus pour des visites patrimoniales. Mais enfin ce n'est pas ça que vient faire la majorité des touristes. Elle vient consommer du virage, de la neige, et de la boîte de nuit. En été c'est un peu différent, parce que le pays est là, et c'est évident que si on ne s'intéresse pas au pays, il n'y a pas grand-chose à faire. Mais maintenant le pays (nature, patrimoine) est étouffé par les « animations ». Il y a encore peu de temps, le patrimoine, le paysage s'expliquaient « naturellement ». Désormais les médiations se sont multipliées, les explications et autres mises en scène se sont interposées entre le touriste désireux de découvrir un pays, au point de le cacher complètement.

Suite page 40.

² L'usine de la Schappe à Briançon était une usine de traitement des déchets de soie, qui employa jusqu'à jusqu'à 1 200 ouvriers et ouvrières de 1840 à 1933.

TRANSHUMANAGES



Comment fonctionnait la revue *Transhumances* ?

Évidemment au début pour les premiers numéros il y avait beaucoup de monde. Puis au bout de quelques années il y avait beaucoup moins de monde. On écrivait tous des articles, on en recevait parfois, on élaborait un numéro puis on allait l'imprimer. Le premier a été tiré chez des curés à Gap. Dès le deuxième numéro, on est allé à Grenoble, et les numéros 2 à 6 ont été imprimés dans l'imprimerie offset d'une communauté gauchiste, maoïste, anarchiste, des gens qui avaient vécu mai 68 et les années suivantes à Grenoble. Après on a continué chez divers imprimeurs, à Briançon, Gap, Paris...

On a arrêté la revue en 90, il y a eu au total trente numéros en une dizaine d'années. L'équipe s'étant réduite au minimum, je me suis retrouvé un peu seul mais j'ai continué, j'ai demandé des articles aux uns et aux autres.

Quel était son mode de diffusion ?

On ne vendait quasiment rien chez les marchands de journaux, un peu dans les librairies, l'essentiel c'était des abonnements. Petite histoire, les endroits d'affiches étaient très limités à Briançon et pour une Fête de la rose³, on avait fait des affiches sac à dos, en relief, avec un morceau de la revue qui dépassait, ça marchait plutôt bien, les revues ne restaient jamais très longtemps. On avait aussi fait une affiche qui avait fait scandale, c'était « Vivre oisif au pays ». Parce qu'on nous rebattait les oreilles avec « Vivre et travailler au pays », et nous on voulait vivre oisifs au pays. Les gens n'avaient pas bien compris, ils le comprendraient encore

moins aujourd'hui, mais à l'époque il y avait pas de RMI, pas de RSA, pas de chômage pour les travailleurs saisonniers. Bref vivre oisif au pays c'était un choix, ça voulait dire qu'on travaillait six mois, le temps qu'on pouvait, et après on choisissait notre oisiveté, on vivait de notre oisiveté, on finançait notre oisiveté. Ça avait jeté quand même un petit froid mais bon... Ça ne veut pas dire qu'on faisait rien, parce qu'on écrivait, on faisait des revues, on faisait de la montagne, on s'amusait bien.

Quel écho a rencontré la revue ?

On a fait beaucoup de rencontres. Des gens des comités Larzac qui nous ont contacté, un couple d'anarchistes qui venait se soigner pour l'asthme... Ça faisait pas une masse, mais c'était à chaque fois des rencontres intéressantes, avec parfois des contributions par la suite. Pour ce qui touchait à la politique, il faut parler de Wladimir Rabinovitch, magistrat à la retraite, qui nous avait contacté et qu'on était allé voir. On avait milité ensemble, participé à la création de la Fédération alpine de protection de la nature et il avait écrit assez souvent dans *Transhumances*. « Un article », comme il disait, « c'est une bouteille à la mer ». Et c'est vrai que ce qu'on dit là sera peut-être lu par quelqu'un qui va trouver sur un banc un numéro de *Nunatak* ou de *Transhumances*. Il y a ce côté « je sème à tout vent les idées », elles arriveront si elles arrivent, si elles n'arrivent pas tant pis, mais on se répètera et elles finiront par arriver. Il avait plusieurs facettes. Il avait été un des fondateurs du droit de la montagne, il avait analysé tous les procès et les jurisprudences et écrit un livre qui a fait date, *Les sports de montagne et le droit*,

3 Fête traditionnelle du Parti socialiste.

qu'il a mis à jour avant sa mort en 1980. C'était symbolique aussi, d'espace sauvage la montagne devenait un espace de plus en plus policé, au fur et à mesure que le droit s'écrivait.

Il y avait aussi Jean Bocognano qui avait été un temps directeur de rédaction de *La Montagne & Alpinisme*, la revue du CAF⁴, mais il y avait eu des magouilles et il avait été obligé de démissionner. Il avait envie de continuer à parler de la montagne, mais d'une manière un peu différente de ce qu'on peut lire dans ces revues où l'on vante les meilleurs chaussures, les meilleurs skis... Il avait créé avec d'autres personnes une revue qui s'appelait *Passage*, pour parler de la montagne, de la littérature de montagne, du cinéma de montagne, la sculpture, la danse, la philosophie, c'était tout et la montagne, sauf évidemment comment acheter la meilleure paire de chaussures. J'ai écrit dans

Passage et tenté de continuer la revue après sa mort. C'est très intéressant de faire des revues, faire travailler les gens, les tanner pour qu'ils envoient leurs articles...

Dans les premiers numéros, la directrice de publication était Émilie Carles (voir encadré ci dessous). On peut supposer que vous la connaissiez bien.

C'est vrai qu'on avait besoin d'un nom. *Libération* avait Jean-Paul Sartre, *Transhumances* avait Émilie Carles! Elle était déjà malade mais elle avait quand même accepté, parce qu'on était sur la même longueur d'ondes.

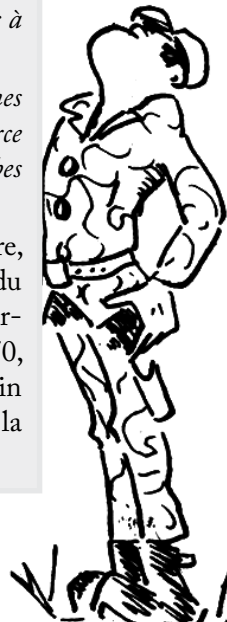
Si Émilie Carles revenait, si elle était là, au mois d'août, sur le balcon de sa maison, elle serait terrorisée. Je pense qu'elle dirait oui à une déviation du village. Parce qu'il faut imaginer le passage des motos, en hordes grégaires, les voitures à 70 à l'heure, c'est comme une gifle, à longueur de journée. Ça devient compliqué de parler de tourisme vert pour la vallée de la Clarée. Avec la route et cette fréquentation... « Des moutons, pas des camions »

4 Le Club Alpin Français (CAF) est une fédération de clubs créée en 1874, aujourd'hui désignée sous le sigle FFCAM (Fédération française des clubs alpins et de montagne).

Madame Carles, je ne vous comprend pas, il n'a jamais été question d'autoroute dans la région mais d'une voie rapide et vous, vous ameutez tout le pays, vous vous amenez avec des tracteurs, des manifestants, des pétitions, mais dites-moi donc à quoi ça rime ? Il n'y a pas le feu aux poudres.

Je lui répondis sur le même ton « Écoutez monsieur le sous-préfet nous ne sommes pas des enfants de chœur, on ne va pas attendre que les jalons soient plantés parce qu'à ce moment-là il sera trop tard ». (Émilie CARLES, Une soupe aux herbes sauvages, 1978)

Née en 1900 à Val-des-Prés, Émilie Carles est rendue célèbre par ce livre, dans lequel elle témoigne de sa vie dans la montagne briançonnaise, du milieu paysan, de son métier d'institutrice, de sa découverte des idées anarchistes et libertaires, du Front populaire et de la guerre. Dans les années 70, elle sera à la tête de la contestation du projet de voie rapide Marseille-Turin qui devait traverser la vallée de la Clarée. Ce projet sera abandonné, mais la menace d'une voie ferrée planera sur les décennies suivantes.



disait le slogan, d'accord, aujourd'hui on n'a plus les moutons mais on a les camions quand même.

En 1990, la revue *Transhumances* s'arrête, puis les éditions du même nom approfondissent le travail d'inventaire historiographique des Hautes-Alpes.

Après un numéro spécial sur la vallée de la Clarée, j'ai commencé à faire des petits cahiers et c'est là que je me suis tourné vers les érudits locaux. Ce n'est pas une particularité, mais le Briançonnais possédait un nombre assez important de médecins, d'avocats, de militaires, ayant des attaches avec Briançon et qui ont écrit sur l'histoire du Briançonnais, dans les années 1880 à 1920. Ils ont fait des monographies et répertorié un certain nombre de faits de l'histoire locale. Par exemple, Aristide Albert, franc-maçon et républicain, qui n'a pas fait de grandes œuvres mais beaucoup de petites. C'était justement l'occasion de les ressortir de l'oubli, voire du purgatoire. Et puis, il fallait combattre l'histoire triomphaliste locale, quand par exemple elle s'empare de la Charte des libertés des Escartons⁵ pour la détourner en république. Il fallait remonter aux sources, au texte de la grande Transaction, à Fauché-Prunelle et à des historiens modernes comme Pierre Vaillant pour amener plus de nuances à l'affaire.

⁵ La république des Escartons de Briançon ou principauté du Briançonnais est un ensemble de territoires montagnards qui ont joui d'un statut fiscal et politique relativement privilégié du 29 mai 1343 au 4 août 1789.

Le premier livre de *Transhumances* c'est un petit recueil qui s'appelait *Paroles de saison* (1990), des textes à la fois poétiques et de référence sur les saisonniers. Les illustrations étaient dues à Nimos, un membre de la revue dès le début, qui a signé en 1987 la bande dessinée *Le Glacier blanc*, dont les ventes ont permis de publier la revue.

Il y a un changement de ton entre la revue *Transhumances* qui critique la militarisation, le tourisme de manière très virulente et les éditions du même nom qui se recentrent plus sur l'histoire locale, avec plus de distance.

Oui, le ton est différent. Si l'on écoute les érudits locaux des XIX^e et XX^e siècles, la plupart d'entre eux étaient conservateurs voire réactionnaires, mais cela affleure peu dans leurs recherches. En revanche leur apport historique, microhistorique est indéniable et c'est cela qui nous intéresse. Le ton est différent parce que le paysage sociologique briançonnais a changé. L'armée s'en est éclipsée. En revanche le thème de la frontière qui est l'un des nôtres depuis le début est revenu en force avec le mouvement migratoire auquel on assiste depuis quelques années. Dès 2000 on a commencé un travail sur les migrations qui a donné trois livres. *Venus d'ailleurs* éclairait le panorama de l'immigration dans le Briançonnais de 1850 à 2000, suivi de *L'autre versant*, qui traitait de l'émigration piémontaise-italienne, puis le *Versant de l'autre*, du côté de L'Argentine, avec l'immigration turque. Puis il y a eu *D'Est en Ouest*, à propos des migrants venus de l'Europe de l'Est à Gap et *Des pommes dans les mains*, à propos des saisonniers de l'arboriculture, une popula-



tion indispensable à l'économie du sud du département et dont on ne savait rien. Tout cela, avec des livres sur d'autres thèmes, par le roman aussi, contribue à « faire patrimoine », et, ce faisant, à donner des outils critiques à ceux qui voudront bien s'en servir.

L'immigration est un sujet d'actualité, avec les passages de frontières, la militarisation des cols de l'Échelle et du Montgenèvre, la solidarité des habitants avec les migrants.

À la fin du XIX^e siècle, c'étaient les militaires qui sauvaient les migrants, alors que les Piémontais franchissaient des cols de haute altitude à toutes les époques de l'année, partant du pays ou y revenant.

En Ubaye, il y avait le lieutenant Trémeau qui était dans un poste militaire. Il appartenait au CAF, comme beaucoup d'autres militaires. Il avait eu l'idée de construire un refuge au col Sautron, où, si l'on en juge par le registre des décès de la paroisse italienne, au moins soixante-quinze migrants italiens sont morts. Plus près d'ici, au col Agnel, quand le refuge a été occupé par les militaires dans les années 1890, les soldats voyaient passer des migrants à tout moment. Ils faisaient un peu buvette, moyennant finance. Quand on leur signalait des voyageurs, ils avaient un cor pour appeler, ou alors ils tiraient au fusil pour donner la direction du refuge. Ils ont recueilli des familles entières. Ce côté humain des événements n'empêchait pas, plus au sud, à Marseille notamment, les manifestations xénophobes.

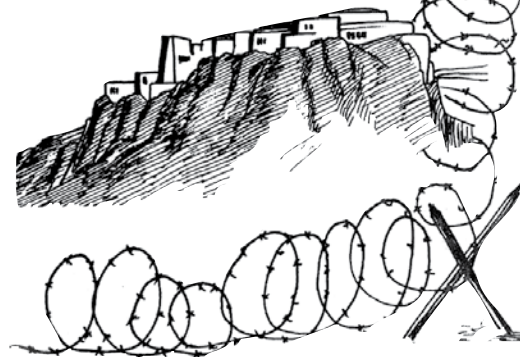
À l'automne 2017, on a pu voir, dans la vallée de la Clarée, des scènes de chasse à l'homme ahurissantes, menées par des types en bleu, hystériques, et surarmés. Alors là c'est pas vraiment la même mili-

tarisation qu'auparavant, c'est plutôt de la police.

Armée, tourisme et migrations sont des sujets longuement abordés dans la revue *Transhumances* et dans les éditions du même nom. Quel regard poses-tu aujourd'hui sur le Briançonnais ?

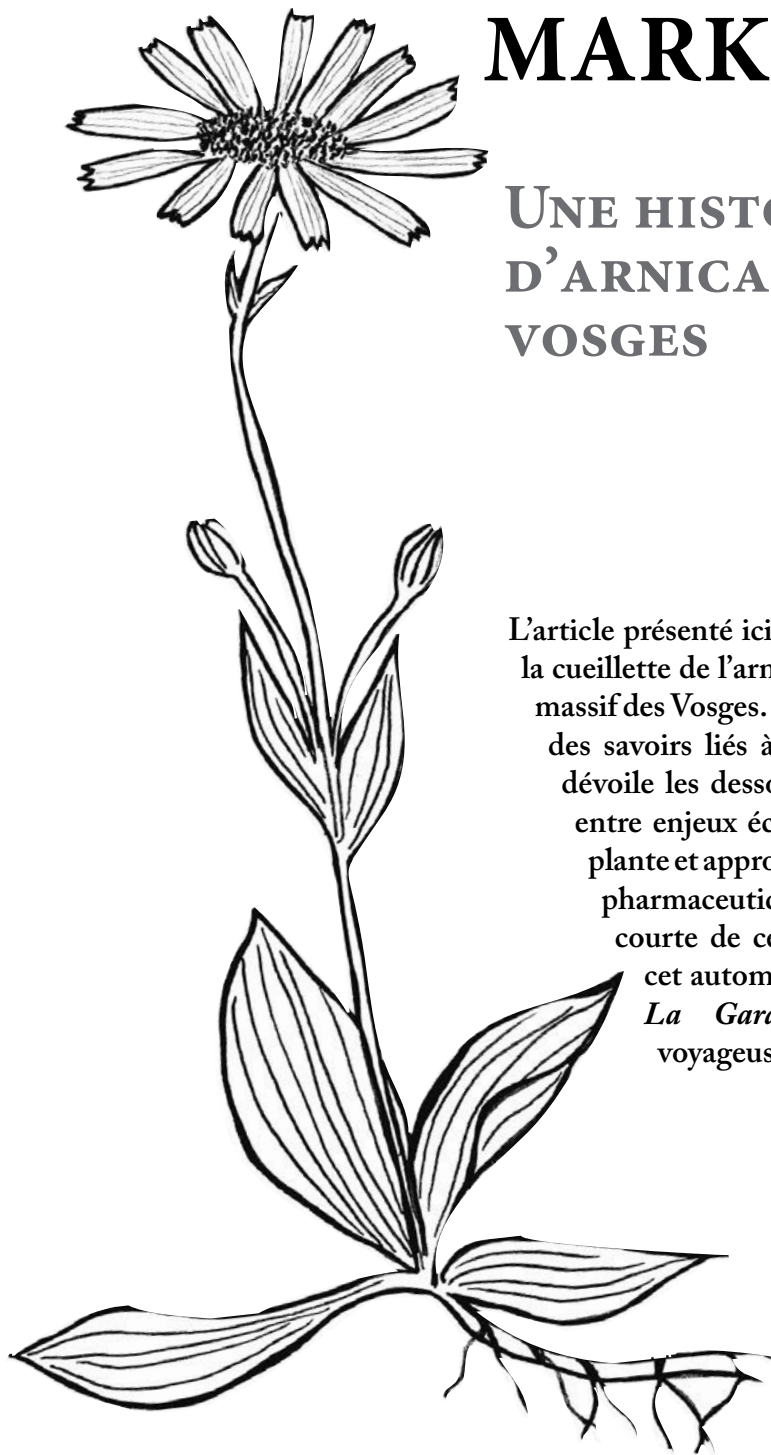
Aux débuts de la revue, on pouvait encore écrire, avec certains syndicats et partis politiques : attention, on va vers la mono-activité touristique. Après on n'a pu que constater l'augmentation de la part du tourisme dans l'économie locale. Certains s'en réjouissent et réclament plus de passages du Tour de France, plus d'événementiel. C'est une vision à court terme, la logique du tiroir-caisse. Tout comme les canons à neige, les réserves collinaires, le pompage de l'eau dans les vallées pour alimenter ces mêmes canons. Rien n'arrêtera la fonte du cirque blanc des stations. Il faudra bien se mettre à réfléchir à « que faire d'autre à part le tourisme ? » Ce sera compliqué. Par exemple, existera-t-il des maires pour dire : voilà, notre commune a retrouvé son optimum de population (qui datait de 1850), maintenant il est temps de s'occuper du bien-être de cette population et de couper la spirale suicidaire du développement ?

Propos recueillis par Cyrille
Illustrations tirées de la
revue *Transhumances*



IMBROGLIO SUR LE MARKSTEIN

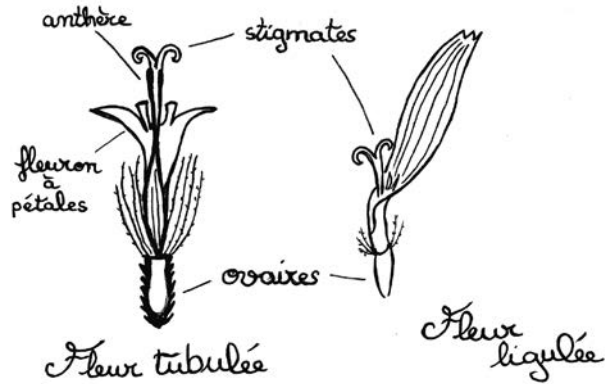
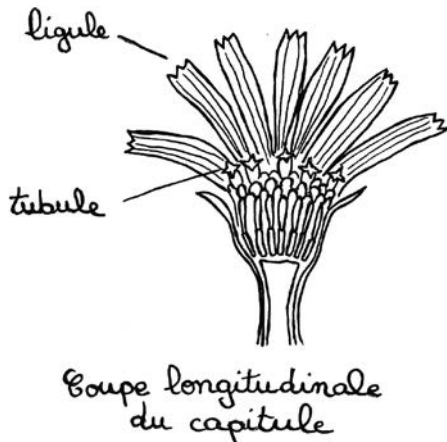
UNE HISTOIRE D'ARNICA DANS LES VOSGES



L'article présenté ici retrace l'histoire récente de la cueillette de l'arnica sur le Markstein dans le massif des Vosges. Bien au-delà d'un inventaire des savoirs liés à une plante très connue, il dévoile les dessous de la cueillette sauvage, entre enjeux économiques, pérennité de la plante et appropriation par des laboratoires pharmaceutiques. Une version plus courte de ce texte est également parue cet automne dans le n°127 de la revue *La Garance Voyageuse* (garance-voyageuse.org).

Une enquête sur les savoirs populaires autour des plantes dans le pourtour des Hautes-Vosges nous a conduit entre 2018 et 2019 à nous intéresser de près au cas de l'arnica, *arnica montana*. C'est sur le Markstein (entre 1040 et 1265 m d'altitude), devenu une station de sports d'hiver¹ située sur le passage de la route des Crêtes, que nous avons fait escale. Ici, dès la fin du mois de juin fleurit la belle Astéracée qui recouvre l'ensemble du site d'un tapis jaune-orangé. Cet « or des Vosges » n'est pas sans attirer la convoitise. C'est précisément à l'heure de son apogée que l'arnica est récoltée en masse par des équipes de cueilleurs pour plusieurs laboratoires pharmaceutiques. Interpellés par l'amplitude de cette cueillette – les locaux interrogés au cours de l'enquête attirent aussi régulièrement notre attention sur celle-ci – l'envie est née d'en savoir plus sur cette histoire d'arnica dans les Vosges. De rencontres en rencontres, nous avons déroulé le fil de l'histoire d'une plante qui n'a pas fini de faire parler d'elle sur le massif!

¹ Le site est également considéré comme une station d'été pour la luge sur rail et le parapente. Il est classé par le conseil départemental du Haut-Rhin parmi les quatre sites d'intérêt départemental, priorité des subventions (https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Markstein, consulté le 07/05/19).



Botanique et écologie de la plante

Arnica montana possède des feuilles sessiles, ovales, lancéolées et épaisses, nervées comme le plantain et couvertes de poils courts, qui forment une rosette en bas d'une tige haute de 20 à 60 cm. La plante se fait remarquer par sa « fleur », qui est en réalité un capitule de fleurs ligulées et tubulées s'épanouissant après la Saint-Jean, vers la fin juin. Elle possède un système dense de racines et de rhizomes traçants. On ne peut confondre l'arnica avec les autres Astéracées à fleurs jaunes : ses deux petites feuilles opposées du milieu de la tige lui sont singulières. Armée contre les rigueurs climatiques des zones de montagne, elle croît entre 600 et 2800 m d'altitude. C'est une espèce fragile qui vient sur humus, silice, granit, basalte, et non sur calcaire ; elle a besoin d'un sol acide et appauvri en éléments nutritifs. Sa raréfaction est significative depuis plusieurs décennies, les facteurs qui constituent une menace pour elle seront développés plus loin. Plante européenne, on la retrouve de la Scandinavie jusqu'aux Pyrénées, au nord de l'Italie et au sud des Balkans ; elle fleurit abondamment dans les Vosges, particulièrement sur le Markstein.

Des cueilleurs et des laboratoires

Notre première étape a été de rencontrer certains cueilleurs d'arnica du Markstein. Une partie d'entre eux sont saisonniers et voyagent au fil des récoltes en fonction de la demande des industriels (laboratoires pharmaceutiques, cosmétiques, entreprises agroalimentaires, liquoristeries ou herboristeries). Ils ramassent en équipes pour les laboratoires Boiron (de loin celui pour lequel on cueille le plus), Lehning, Klinik Arlesheim, Arkopharma, Wala, Phytodia ou la Sicarappam, coopérative de cueilleurs fournissant des laboratoires². D'autres sont producteurs de plantes médicinales et aromatiques implantés dans les Vosges et se rassemblent depuis 2006 sous une même appellation³. Ceux-ci travaillent en équipe pour le laboratoire Weleda, de moins en moins demandeur dans les Vosges, nous verrons plus tard pourquoi, et récoltent dans une moindre mesure pour leur propre exploitation.

Si les premières récoltes d'arnica pour un laboratoire remonteraient à une cin-

quantaine d'années, c'est vraiment depuis trente ans que les cueilleurs sont en nombre sur le Markstein, période qui correspond significativement à la création du Parc naturel régional des Ballons des Vosges. Ce sont d'abord des cueilleurs allemands qui sont envoyés par les laboratoires Weleda⁴ et Lehning, les producteurs vosgiens prenant le relais dans leur suite. Dans les années 1980, l'AVEM (Association vosgienne d'économie montagnarde)⁵ aide en effet à l'installation des producteurs de plantes aromatiques et médicinales dans les Vosges, activité agricole qui n'existait pas auparavant⁶. « De notre temps à nous, c'était les enfants des écoles qui ramassaient pour les laboratoires, les feuilles de bourdaine, la digitale, le bouillon blanc, il y avait pas mal de plantes. Le dernier dont je me souviens, c'était le laboratoire Noël [un laboratoire local]. Puis les enfants n'ont plus eu le droit de travailler. Donc ça avait relancé la culture, la cueillette de plantes médicinales. [...] L'idée était de diversifier l'agriculture de montagne où l'on ne faisait que du lait », raconte une ancienne productrice. Cette implantation permet-

2 Suivi des tonnages de cueillette arnica sur la zone conventionnée du Markstein Grand Ballon, document distribué aux cueilleurs, 2015.

3 Il s'agit de Bleu Vert Vosges. On peut lire sur l'incroyable album de présentation *Bleu Vert Vosges, Savoir-faire du massif des Vosges, Cueillettes d'ici* la chose suivante : « La nouvelle appellation Bleu Vert Vosges a été décidée dans le but de mobiliser les paysans, producteurs, cueilleurs autour d'une communication en réseau pour soutenir ces activités, les faire mieux connaître des clients et des prescripteurs, les développer et cela dans le cadre essentiel de valeurs, d'éthique parfaite, de haute qualité d'authenticité, de respect envers la terre nature, les saisons, les clients. Ces "Irréductibles Vosgiens" constituent ainsi un réseau de petites structures à échelle humaine. Ils ont un certain état d'esprit, chaleureux, empreint de conscience professionnelle, aiment travailler ensemble, partager en toute convivialité, ils perpétuent de vraies valeurs ancrées dans ces terres superbes. » (p. 4).

4 Sur le site de Weleda, il est dit que le lancement de l'huile à l'arnica, le produit phare du laboratoire, date de 1926. Où l'arnica était-elle ramassée à ce moment-là ? Nous n'avons pas vraiment de pistes, mais il n'est pas à exclure que les Vosges aient été déjà à cette époque leur zone de cueillette de prédilection. (www.weleda.fr/la-marque/notre-histoire, consulté le 27/05/19).

5 L'AVEM est créée en 1961 par le préfet des Vosges et le président du conseil général des Vosges. Elle est chargée de promouvoir, soutenir et développer les secteurs économiques du tourisme et de l'agriculture dans 146 communes du département des Vosges classées en « zone de montagne ».

6 La politique de la chambre d'agriculture, dans les années 80, a suscité l'essor de ces nouveaux paysans un peu partout en France.

taient justement de répondre aux besoins en plantes sauvages des confiseries vosgiennes (on produit beaucoup de bonbons dans les Vosges) et de laboratoires pharmaceutiques. Ainsi, l'AVEM, et plus tard le Parc naturel régional des Ballons des Vosges – dont on sait que l'une de ses politiques est de contribuer au développement économique des montagnes – ont œuvré et facilité la cueillette de la belle Astéracée pour l'intérêt des industriels. Depuis plus d'une dizaine d'années, les choses semblent s'être intensifiées sur le site : « Au Markstein, il y a vingt ans, on ne se voyait jamais, raconte un producteur local. Il n'y avait pas autant de cueilleurs, on était peut-être une trentaine. Déjà il y a dix ans ça a commencé à changer, on a commencé à être de plus en plus proches. Aujourd'hui il y a plus de cinquante autorisations. Je pense que les volumes des labos ont aussi énormément augmenté. [...] Il y a quatre-cinq ans, il y a eu une erreur quand même du côté de Vosges Développement⁷, ils ont redonné des autorisations parce qu'ils étaient dans le développement économique d'une ressource ». Pour cueillir sur le Markstein, il faut en obtenir l'autorisation payante auprès de la commune concernée⁸. Le nombre de ces autorisations augmentant (58 en 2018), une concurrence accrue entre ramasseurs semble se faire ressentir, c'est du moins ce qui ressort des enregistrements réalisés auprès de plusieurs d'entre eux. Dès l'ouverture de la cueillette la pression commence : « Il y a des

gens qui arrivent avec une vingtaine de cueilleurs, ils les déposent un peu partout et... généralement en trois jours c'est plié. C'est un peu particulier comme ambiance, c'est la course, debout à quatre heures du matin. Il faut essayer d'avoir les plus belles zones, ne pas passer après les autres parce qu'alors on ramasse ce qui reste, on picore un peu à gauche à droite et c'est pas très intéressant et surtout pas très rentable », raconte un saisonnier⁹. Ainsi il ressort que parmi les nombreuses zones de cueillette sauvage, cette ambiance compétitive soit spécifique au Markstein. Si c'est le cas, c'est que le site est considéré comme le plus important d'Europe en arnica, engendrant une concentration de cueilleurs particulièrement importante¹⁰. Ici y est collecté chaque année de 80 à 90 % d'*arnica montana* pour les laboratoires pharmaceutiques et cosmétiques français.

Un peu d'histoire

Lors de notre enquête auprès des personnes âgées sur les savoirs anciens¹¹, l'arnica nous a été autant mentionnée que bien d'autres plantes que les Alsaciens et les Vosgiens avaient l'habitude d'employer,

9 Un cueilleur interrogé à propos du Markstein dans *La cueillette des plantes sauvages en Pyrénées, Phase 2, analyse et valorisation*, Rapport final, R. GARRETA et B. MORISSON, 2014, p. 55.

10 « Il s'agit d'une des plus importantes zones de cueillette française, car les densités en plante y sont importantes et les autres sites se sont dégradés », est-il expliqué sur le site des Parcs naturels régionaux de France, « Organisation de la filière *arnica montana* », (<https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/centre-de-ressources/experience/organisation-de-la-filiere-arnica-montana>, consulté le 22/04/2019).

11 Près de 200 personnes ont été interrogées au cours de l'enquête sur les savoirs populaires menée depuis 2013 dans les vallées alsaciennes et lorraines du pourtour des Hautes-Vosges.

7 C'est dans l'agence Vosges Développement qu'a été intégrée depuis 2009 l'AVEM.

8 Le prix payé aux communes par les laboratoires ou groupes de cueilleurs est fixé à 1,50 € le kg pour la plante entière fraîche et 3 € le kg pour le capitule frais.

telles que les myrtilles en usage alimentaire et pour se soigner, la gentiane, dont la racine est très distillée du côté alsacien, ou l'alchémille comme plante utile pour les maux des règles chez les femmes. Ses feuilles étaient fumées comme tabac, d'où son nom local de « tabac des Vosges ». On mettait à macérer les fleurs dans de l'eau-de-vie, chaque famille en avait une fiole – particulièrement celles qui vivaient près des chaumes¹² – à laquelle on avait recours en externe contre les coups, les « bleus », les foulures, les entorses, ou encore contre les rhumatismes. Certains en mettaient aussi à macérer dans l'huile ou fabriquaient une pommade avec de la graisse d'oie ou de cochon¹³. Les marcaires, autrefois les gardiens des vaches et fromagers en montagne, l'utilisaient pour les membres démis des bêtes. Mais si tout le monde continue de bien connaître la plante et ses vertus, sa cueillette et sa préparation familiale ne semble plus être si répandue : on achète désormais les granules ou les pommades à l'arnica en pharmacie.

Initialement, on ne retrouve pas la plante dans l'ancienne pharmacopée écrite. Elle y est ignorée car absente en Grèce ou en Italie, sauf dans les Alpes. « Comme la reine des prés ou la myrtille, connues seulement des populations non méditerranéennes, l'arnica ne rejoint que tardivement la médecine savante.¹⁴ » Elle est

mentionnée pour la première fois chez Hildegarde de Bingen au ^{xiii}^e siècle, mais n'apparaît vraiment dans les textes médicaux qu'au ^{xvi}^e siècle¹⁵. C'est avec le développement de l'homéopathie, inventée à la fin du ^{xviii}^e siècle, que l'arnica commence à jouir d'une grande notoriété. « Hahnemann¹⁶ l'avait lui-même fait entrer dans la matière médicale homéopathique, le prescrivant comme remède des traumatismes aux parties molles, des entorses.¹⁷ » Le succès de l'homéopathie qui s'en est suivi, mais aussi avant toute chose celui de l'allopathie, allant de pair avec l'industrialisation des médicaments, ont supplanté les pratiques locales des plantes de manière particulièrement accélérée à partir des années 50. Il faut donc souligner le contraste entre la place de l'arnica dans les pratiques populaires anciennes et la « ruée vers l'or » qu'elle suscite aujourd'hui de la part des laboratoires pharmaceutiques. Ainsi a-t-elle désormais changé de statut. D'un usage populaire dans les Hautes-Vosges, elle est devenue véritable filière économique¹⁸.

Quand l'agriculture est montrée du doigt

Une telle pression de récolte ne pouvait que nous interroger sur l'état de la population de l'espèce sur les chaumes vosgiennes. L'arnica y régresse-t-elle ? C'est

12 Les chaumes sont les pâturages extensifs d'altitude, autrefois domaine du bétail et des humains pendant la belle saison dans les Vosges. Les hautes-chaumes se trouvent sur la ligne de crête.

13 Des mentions relatant l'usage de l'arnica sur les plaies ouvertes, ou consommé en interne en tisane ou en alcool nous ont plus exceptionnellement été relatées. Leur dangerosité est à souligner ici.

14 Pierre LIEUTAGHI, *in litt.*

15 Paul-Victor FOURNIER, *Dictionnaire des plantes médicinales et vénéneuses de France*, Lonrai, Omnibus, 2010 [1947], p. 109-110.

16 Médecin allemand fondateur de l'homéopathie en 1796.

17 Pierre LIEUTAGHI, *in litt.*

18 Au passage, la mise en culture de l'arnica est aujourd'hui réalisée par certains laboratoires, mais il semble vraisemblablement beaucoup moins compliqué et onéreux pour eux de continuer à la faire ramasser en sauvage.

ce que nous avons cherché à comprendre. « Vers 1997-1998, on a commencé à s'affoler. Je me rendais compte que les cueilleurs avaient de plus en plus de mal à ramasser la quantité demandée. On voyait les arnicas qui passaient d'une taille de 75 cm de haut, à des tiges qui avaient diminué de moitié. [...] La densité avait chuté, la taille avait réduit, tout comme le nombre de fleurs par pied, la surface des feuilles, et leur épaisseur, enfin le côté cuir de la feuille, l'arnica était devenue plus chétive, c'était moins charnu. C'était catastrophique ! On voyait qu'il y avait quelque chose de bizarre. Alors à chaque fois on se disait « Oh c'est la météo », ou « il n'y a jamais deux années pareilles, c'est comme avec le foin ». On s'est demandé si ce n'était pas nous avec la cueillette. Jusqu'à ce qu'on comprenne que c'était l'agriculteur qui avait pris en charge les terrains. [...] Auparavant, la plante était ramassée aux Champis, du côté lorrain¹⁹. Le problème là-bas, c'est qu'un agriculteur a commencé à mettre du purin et de la chaux sur les prairies pour améliorer, pour avoir plus de rendement, et toutes les plantes fragiles qui y sont sensibles comme l'arnica, mais aussi les orchidées, plein d'autres choses, tout a périclité. Et au bout de quatre, cinq ans, il n'y avait plus d'arnica. C'est exactement le même scénario qui a commencé au Markstein et on a demandé au Parc des Ballons des Vosges d'intervenir auprès de l'agriculteur en question », nous a raconté un ancien salarié en charge de l'arnica chez Weleda. Ainsi ces pratiques, auxquelles essentiellement un agriculteur avait recours, ont fait disparaître des stations entières d'arnica dans les Vosges, dont une zone

de cueillette de dix hectares sur le Markstein, et ce de manière irréversible. Un rapport commandé alors à l'Université de Metz en 2001 vint confirmer la responsabilité de ces procédés dans le recul de la plante²⁰.

Soucieux de préserver l'espèce ainsi qu'une ressource économique trop importante, le Parc convainquit non sans peine les agriculteurs de changer leurs pratiques sur les terrains communaux des hautes-chaumes exploités comme prés à usages²¹. Une MAE fut mise en place pour encourager une agriculture extensive permettant sa sauvegarde, et de compenser leur manque à gagner²². Ils sont désormais contraints par celle-ci à ne pas épandre d'amendements chimiques, de chaux, de fumier, de lisier ou de traitement phytosanitaires, d'effectuer des fauchages tardifs et de limiter le nombre d'animaux au pâturage.

Et l'impact de la cueillette ?

Pendant longtemps, « les demandes d'autorisations, les quantités récoltées, le nombre de cueilleurs, étaient entièrement gérés par les laboratoires²³ ». Dans la suite de la démarche auprès des agriculteurs

20 L. ALNOT, S. MULLER et A. SCHNITZLER, *Impact de la déprise agricole sur la dynamique des populations d'arnica montana sur les hautes-chaumes des sommets vosgiens*, Laboratoire de phytoécologie, Université de Metz, 2001.

21 Dans ces commodats, les communes prêtent gratuitement les prés d'altitude.

22 Une MAE est une mesure agro-environnementale. Il s'agit d'un contrat avec l'agriculteur, financé par l'État, l'Union européenne, la région Alsace et le département du Haut-Rhin. Même si le premier n'est qu'un maillon d'une chaîne compliquée, nous le verrons, c'est un peu le monde à l'envers : on donne des subventions à celui qui est en tort...

23 Paul PETIN, *Arnica montana : de sa récolte dans les Vosges à son utilisation en thérapeutique*, Thèse de pharmacie, Université de Lorraine, 2016.

19 La chaume des Champis se trouve entre La Bresse et le col de la Schlucht.

en question, le Parc réunit les différents acteurs impliqués sur le Markstein : les équipes de cueilleurs (et par là les laboratoires), les agriculteurs, l'AVEM, les communes concernées délivrant les autorisations, et le syndicat d'aménagement du Markstein-Grand Ballon. En 2007 naquit entre eux une convention concernant les 120 hectares d'arnica, visant « à garantir la conservation de cette plante », ainsi qu'à établir un « code de bonne conduite en termes de cueillette²⁴ ». La récolte des fleurs et l'arrachage de la racine devant être manuels, il est exigé de ne « ramasser que les plantes en pleine floraison, de laisser les plants sans bouton, ainsi que les plants avec fleurs fanées nécessaires pour le semis²⁵ ». En outre il est demandé aux cueilleurs de « conserver au minimum une tige fleurie tous les 5 m² afin de protéger les ressources alimentaires pour les insectes butineurs et de favoriser la reproduction sexuée de l'espèce²⁶ ».

Depuis le changement des pratiques agricoles et la mise en place de la convention, la régression semble avoir été réellement stoppée. Et il ne fait pas de doute que les cueilleurs que nous avons rencontrés ont une démarche consciencieuse dans leur manière de récolter, et dans leur rapport aux végétaux de manière générale²⁷. Mais tous ne récoltent pas de la même façon et certains sont assez critiques de la manière dont d'autres équipes s'y prennent, l'un

d'entre eux les qualifie même de « prédateurs ». La précarité des cueilleurs saisonniers, leurs salaires (ils seraient moins bien payés que les cueilleurs-producteurs) et le manque d'information sur la manière de cueillir de la part des entreprises a sans nul doute une conséquence sur les pratiques²⁸. Et si dérive il y a, elle n'est à imputer qu'à la seule pression des laboratoires qui exigent des quantités énormes, ramassées en seulement quelques jours ; neuf à onze tonnes sont collectées chaque année²⁹.

C'est la plante entière qui est principalement prélevée, de la racine à la fleur ; une partie largement moins conséquente de la cueillette concerne les capitules seuls qui sont récoltés à la fin de la période. Le développement de la cosmétique ayant fait largement augmenter la consommation de capitules ces dernières années, le site, bien qu'étant le plus grand d'Europe, ne permet plus de satisfaire la demande des laboratoires (voir encadré ci-contre).

28 Nous n'avons pas beaucoup plus d'informations sur les conditions de travail des cueilleurs saisonniers d'arnica. Pour l'arrachage de la gentiane qui a largement cours dans le Massif central et dans les Pyrénées, on sait que la plupart des ouvriers sont marocains, espagnols ou roumains. Les premiers obtiennent des permis de travail et une carte de séjour sur le territoire français valable seulement trois ans. Voir Raphaël GARRETA, « La gentiane jaune des Pyrénées, les racines de la discorde » in Pierre LIEUTAGHI & Danielle MUSSET (dir.), *Les racines ou la métaphore des origines, Séminaire de Salagon*, Atelier et éditions C'est-à-dire, Forcalquier, 2015, p. 158-159.

29 Ce n'est pas un hasard si les équipes de Boiron sont particulièrement « accusées » de mal cueillir : sur 9,5 tonnes ramassées en 2015, Boiron en a exigé 5,7 à lui tout seul. Cette quantité induit une course au ramassage qui a forcément une conséquence sur les gestes d'une cueillette qui se doit d'être « consciencieuse » et que le ramasseur ne peut toujours maîtriser.

24 Association Vosgienne d'économie montagnarde, Convention Acteurs Cueillette Arnica, Markstein Grand Ballon, 2007.

25 *Ibid.*

26 *Ibid.*

27 Certains d'entre eux participent à la démarche de réflexion collective en termes de pratique de cueillette au sein du travail que mène aujourd'hui la jeune AFC (Association française des professionnels de la cueillette de plantes sauvages).

Weleda, marchés et arnica

Actuellement Weleda fait récolter tous ses capitules en Roumanie, dans les monts Apuseni, et en a l'exclusivité : la main-d'œuvre y est bien entendu moins chère qu'en France. Le kilo d'arnica récolté en une heure y est payé 2 à 3 euros par le laboratoire contre 10 euros sur le Markstein. On sait que l'entreprise Weleda, d'abord laboratoire pharmaceutique, a dû plus largement diversifier sa production au moment du déremboursement des teintures-mères pour tenir le choc : à partir de 1994, elle développe alors considérablement sa filière cosmétique, dans laquelle l'arnica occupe une place de choix¹. Ceci l'a conduit petit à petit à trouver un nouveau débouché. Un producteur-cueilleur explique : « Il y a un peu plus de dix ans, [...] les volumes de fleurs séchées n'étaient plus cohérents avec le site, enfin moi ça m'a gonflé. J'ai dit « bon là on ne la prend plus ». Donc on a arrêté de fournir Weleda en capitules séchés. Et il s'est tourné vers la Roumanie. On ne fait plus que de la plante entière, racinée pour la teinture-mère, on ne fait plus la fleur sèche pour la cosmétique. Parce que 100 kg de capitules secs – il y a des prélèvements qui sont bien pires, mais après c'est un choix éthique –, ça fait 600 kg de capitules frais ! Ça en fait des fleurs quand même ! »

1 www.weleda.fr/la-marque/notre-histoire, consulté le 27/05/19.

Déjà à l'époque de la convention, l'idée que cette activité n'avait pas d'impact puisqu'elle stimulait les bourgeons axillaires permettant la repousse et la multiplication des rosettes, est largement répandue chez les cueilleurs. Pourtant le rapport ÉSOPE réalisé entre 2011 et 2015 sur l'impact de la cueillette sur le Markstein révèle tout autre chose³⁰. Il montre qu'une cueillette, avec une pression importante et sur la plante entière a un impact assez significatif. Le prélèvement de plus de 50 % des pieds fleuris entraîne un fort déclin de la floraison. Et il y a peut-être davantage de rosettes si on cueille jusqu'à la racine, mais les nouvelles

ne donnent pas de fleurs, elles n'assurent donc pas la reproduction de l'arnica. En outre, aucune observation n'a été menée sur les conséquences du prélèvement du capitule seul, or il serait logique que cette pratique entraîne une diminution de la dissémination par la graine. « Le Markstein, qui était la plus belle station d'Europe pour la cueillette de l'arnica, se transforme en champ de trèfles : chaque année, les surfaces se réduisent », peste un ramasseur sous couvert d'anonymat pour le magazine *Sciences et avenir*³¹ de juin 2018. « Le premier jour, on était 57 cueilleurs sur une surface réduite... Forcément, il y aura un impact », ajoute-t-il. L'idée persiste, mais alors qu'il est réel que plus de 50 % des plants en force

30 ÉSOPE, *Suivi pluriannuel (2009-2015) de l'Arnica et de l'état de conservation des hautes chaumes sur la zone conventionnée du Markstein. Évolution de l'impact de la cueillette et des pratiques agricoles*, Bureau d'étude ÉSOPE, Rémilly, 2016.

31 « Vosges : la cueillette de l'arnica, or jaune des montagnes, très surveillée », *Sciences et avenir*, 30/06/18.

sont cueillis, la personne en charge de la gestion de l'arnica au Parc a attiré notre attention sur le fait que les observations scientifiques annuelles sur le terrain ne révèlent pourtant pas de baisse. « On a mis en place un suivi de végétation via des relevés phytosociologiques et des cartographies de densité réalisés périodiquement qui montrent que les populations et leur habitat sont stables, aucune régression n'a été constatée. [...] Parce qu'en fait, l'étude montre qu'il y a un impact quand on ramasse toujours sur des carrés permanents. Mais en réalité, les cueilleurs changent d'endroit chaque année. », nous a-t-il expliqué. Il n'en reste pas moins que le changement climatique a une incidence sur l'espèce : on observe moins d'arnica les années de manque d'enneigement et de sécheresse printanière. C'est ce qui est avancé pour l'année 2019, qui n'a jamais connu aussi peu d'arnica sur le Markstein

2019, une maigre récolte d'arnica

Cette année, l'arnica s'est faite particulièrement rare sur les chaumes vosgiennes : sa cueillette n'aura duré qu'une seule journée. Les 62 cueilleurs n'ont pu prélever que 5 à 10% de la récolte habituelle, du jamais vu. De quoi inquiéter les laboratoires. Le dérèglement climatique entraînant un manque de neige, de pluie, ainsi que le gel début mai sont les raisons avancées de cette mauvaise saison. Certains acteurs affirment que cette session aurait dû être annulée, d'autres que l'année suivante pourrait tout aussi bien être très bonne. Mais qu'en sera-t-il réellement ? Cette année présente-t-elle que les prochaines lui ressembleront ? Et si oui, pendant combien de temps continuera-t-on à autoriser la cueillette sur le Markstein ?

depuis la mise en place des observations (voir encadré ci-dessous).

La part omise

Ainsi la responsabilité de la cueillette massive dans le recul des populations d'arnica fut écartée au début des années 2000, et largement imputée à l'agriculture. Trouver un responsable que l'on allait pouvoir maintenir par une MAE s'avéra le plus simple pour tout le monde. Pour autant, l'émergence de pratiques intensives sur le Markstein n'est pas arrivée par hasard et n'est que la conséquence d'un processus en place depuis plusieurs décennies dans les Hautes-Vosges. Il faut d'abord pointer l'urbanisation des vallées. L'avènement du tourisme, largement encouragé par le Parc depuis une trentaine d'années – on sait que la plupart des parcs régionaux ont entre autres été créés pour contribuer au développement touristique des massifs – est directement lié à cette problématique : la construction de chalets de plus en plus en altitude ou de bâtiments commerciaux a augmenté pour accueillir les vacanciers. Ce phénomène a entraîné un besoin en terres agricoles toujours plus haut en altitude pour les vaches, alors qu'autrefois, sur les chaumes, on ne pratiquait que l'estive. Dans le même temps, les anciennes marcaireries – qui étaient autrefois le logement d'été du marcaire – sont devenues des fermes-auberges. Car si depuis longtemps celui-ci servait un repas sommaire aux passagers montagnards, c'est vraiment depuis les années 1970 qu'elles s'instituent comme lieux de restauration sur une exploitation agricole en activité (la première du Haut-Rhin fut officialisée en 1972). Avec le développement du tourisme, notamment sur le Markstein, certaines d'entre elles se sont bien étoffées,



pouvant accueillir à présent à leur table plus d'une centaine de personnes. Les fermes-auberges, qui exploitent et élèvent sur place, ont ainsi dû assurer une production agricole à la hauteur de la nouvelle fréquentation des montagnes.

D'autres facettes du développement touristique sont également à interroger. Par exemple, qu'en est-il de l'impact sur l'espèce, à l'endroit même d'un complexe déjà existant de commerces touristiques sur le Markstein (restaurants, hôtels, etc.), des travaux d'installation d'une énorme luge sur rail terminée en 2015 ? Si « le ski n'est pas néfaste pour la plante – le tassement de la neige forme une protection pour l'arnica et assure une réserve d'eau au printemps – le vrai problème c'est la construction d'infrastructures liées aux activités de loisir, elles entraînent parfois la destruction d'espaces favorables à l'arnica », explique le documentaire de Nathalie Frossard³², seul document trouvé à ce jour qui fasse allusion à cette problématique. En effet, il est notable qu'on ne communique pas sur ce qu'ont pu avoir comme répercussions de telles constructions sur les populations d'arnica. Ainsi il est temps d'admettre que pendant plusieurs décennies, le développement touristique a pu jouer un rôle dans le recul de la plante.

Au-delà du paradigme écologique...

Dès l'ouverture de la cueillette fin juin, de nombreux journalistes affluent sur le Markstein, l'évènement étant largement relayé dans la presse française ces dernières années³³. Ce sont toujours les

acteurs directs de cette activité qui y sont interrogés. L'enquête ethnobotanique menée ici s'est, en plus, enrichie des mots des Hauts-Vosgiens. À leur contact, nous avons appris que la récolte familiale de l'arnica (c'est-à-dire de quelques capitules) y est interdite en-dehors des autorisations délivrées aux laboratoires. Au Parc, il nous fût dit qu'une tolérance existe cependant³⁴, mais elle semble mal voire inconnue des locaux; les maintient-on consciemment dans cette idée que la cueillette ne leur est plus réservée ? Quand les langues se délient parfois, on peut entendre ce genre de propos : « Dans le temps ce n'était pas interdit, en plus vu ce qu'ils ramassaient par rapport à ce qu'ils ramassent aujourd'hui, c'était largement différent. S'il y a encore de l'arnica aujourd'hui, c'est peut-être parce qu'on n'a pas surexploité la ressource ! », raconte un agriculteur de la vallée de la Thur. « Oui, avant on en ramassait tous les ans, mais enfin maintenant ce n'est plus du tout pareil... Ce sont ces messieurs des laboratoires qui commandent, qui ne veulent plus... ou ils veulent que ça passe par eux. Ils veulent faire de l'argent là-dessus », confie un habitant du Haut du Tôt. « [Avec les autorisations de cueillette pour les laboratoires qui ont augmenté les dernières années] en fin de compte on a juste quoi ? Juste cautionné un pillage organisé » se désole aussi un habitant du canton de La Bresse. Il ne va donc pas sans dire que la cueillette intensive n'est pas toujours vue d'un très bon œil par les

ont déjà été tournés sur le sujet, dont au moins un pour la télévision (ici les journalistes n'hésitent pas à faire intervenir les drones sur le Markstein, que les cueilleurs exècrent tout particulièrement).

34 En-dehors des réserves naturelles et des zones concernées par des APB (Arrêtés préfectoraux de Protection de Biotopes).

32 Documentaire de Nathalie FROSSARD, *Arnica montana*, 2010, Plante et planète, 18 mn.

33 On trouve de nombreux articles dans la presse régionale, nationale, et plusieurs documentaires

locaux. « J'ai participé à la cueillette d'arnica il y a quelques années sur le Markstein, je ne l'ai fait qu'une fois, c'est très bien payé, mais je ne veux plus le refaire. C'est tellement une histoire d'argent ce qui se passe là-haut, moi je ne veux plus participer à ça ! », nous a encore confié un autre agriculteur lorrain. Un producteur-cueilleur du même secteur nous a même avoué que la pression exercée sur le site par la cueillette le gêne profondément et qu'il compte arrêter cette activité.

Parce qu'eux-mêmes et leurs aïeux avaient l'habitude de la ramasser, certains habitants proches des hautes-chaumes témoignent de leur attachement à l'arnica comme d'une plante importante, d'un héritage commun, « c'est notre petit soleil, notre petit solstice » nous dit-on. Le profit que les laboratoires font sur une plante sauvage aussi emblématique ne laisse donc pas indifférent. Et son arrachage, parce qu'il est massif, est un geste qui fait réagir. Aussi, au-delà du paradigme écologique, l'enquête nous invite à interroger le fait de considérer une plante sauvage comme une ressource économique et le rapport à la nature qu'induit une telle manière de cueillir. L'arnica est l'objet d'une anthropisation très forte sur le

Markstein. Ce n'est plus d'une cueillette complètement sauvage dont il s'agit ici. Elle ressort de plus en plus d'une gestion économique, soutenue par la principale institution en charge de la conservation de la flore locale : le Parc des Ballons des Vosges. Et localement, dire que malgré son non-impact sur le recul de l'arnica, son arrachage massif par les laboratoires pharmaceutiques n'est pas acceptable, ne semble pas chose simple. Ainsi l'argument écologique est devenu une caution pour les grands industriels à qui il est désormais permis l'appropriation indécente d'une plante sauvage aussi fragile que l'arnica. Dans *Cueillir la montagne*, les auteurs rappellent qu'autrefois « la cueillette reposait sur un droit d'usage que personne ne songerait à contester³⁵ ». Qu'en est-il aujourd'hui pour la belle Astéracée de cette notion de « biens sans maître », à laquelle ceux-ci font référence, « que la tradition destinait prioritairement aux habitants les plus démunis³⁶ » ?

Trifolium

Illustrations de Riatri et Trifolium

35 Raphaël LARRÈRE et Martin DE LA SOUTÈRE, *Cueillir la montagne*, Ibis Presse, Paris, 2010.

36 *Ibid*, p. 129.



VOYAGE, VOYAGE!

INTERVIEW DE L'OFFICE DE L'ANTITOURISME

Ce texte nous vient de l'Office de l'antitourisme et a été publié au cours de l'été 2019 dans la revue *De tout bois* consacrée à la lutte contre le Center Parcs de Roybon. L'Office de l'antitourisme nous confronte à cette industrie du loisir et du divertissement qui ne cesse d'impacter les modes de vie et les territoires qui nous entourent. Sans tomber dans les habituelles et fausses oppositions avec d'un côté un « bon tourisme » à inventer en opposition au tourisme de masse, l'Office de l'antitourisme partage ses analyses et ses réflexions au sujet d'un système qui tend à transformer le monde en un gigantesque parc d'attractions. Au-delà de cette industrie et de ses différents aspects, la critique du tourisme qui est faite ici veut voir plus loin, elle est celle de la marchandisation du monde dans son ensemble.



Pouvez-vous présenter votre collectif? Comment il est né, les objectifs que vous vous donnez et les actions que vous avez menées jusqu'à maintenant?

Notre collectif informel est né suite à une rencontre organisée à la maison forestière occupée de la Marquise, près du chantier bloqué du Center Parcs de Roybon. Durant ce week-end du 29-30 juin et 1^{er} juillet 2018, il s'agissait de questionner le tourisme au cours de différentes discussions et autour de plusieurs projections de documentaires sur le sujet. Suite à cette rencontre, certains participants ont décidé de se revoir pour continuer d'aborder la question du tourisme avec déjà l'idée de proposer à Grenoble les discussions que nous avons développées à Roybon. Très rapidement nous avons décidé de proposer notre critique du tourisme en distribuant des tracts qui remettaient en cause certaines manifestations proposées au grand public comme aux Rencontres cinéma montagne de Grenoble, lors d'un débat sur la « Transition du tourisme : reconstruire du sens collectivement » organisé dans le cadre du Festival international du film de montagne à Autrans ou encore durant le Salon international de l'écotourisme, du voyage solidaire et participatif qui se déroulait au World Trade Center de Grenoble.

Pour que nos réflexions ne restent pas fermées à des cercles confidentiels de convaincus, nous voulons confronter nos idées à un large public et ainsi rendre accessible l'état actuel de notre pensée pour que chacun puisse s'en emparer. C'est pourquoi nous avons organisé plusieurs soirées publiques visant à bousculer le consensus pro-touristique où nous propositions aussi quelques écrits critiques

sélectionnés. Nous avons commencé en janvier en accueillant des membres du comité de rédaction de *Nunatak* qui nous ont présenté le n°2 de la revue. Dans celui-ci plusieurs articles sont consacrés au tourisme en montagne. Une seconde soirée a permis d'aborder trois axes : la remise en cause du travail basé sur la critique de la valeur, la critique du tourisme comme phénomène systémique et la critique des grands projets inutiles. Le 30 avril 2019, dans la foulée de l'audience concernant le projet du Center Parcs de Roybon devant la cour administrative d'appel, nous avons présenté notre critique à la Luttine, local autogéré à Lyon. France 3 a réalisé une brève sur cette soirée en tronquant nos propos¹. Nous souhaiterions corriger ce qui a été dit. D'abord, nous ne luttons pas seulement contre « les risques du tourisme de masse » mais contre la marchandisation en général, dont le tourisme est un élément central. Ensuite, le reportage nous désigne comme étant des « zadistes et militants écologistes », ce que nous ne revendiquons pas. Enfin, le journaliste après nous avoir mis dans ces cases, résume abusivement nos analyses. En effet, l'article s'intitule : « un débat lyonnais sur "l'impact dévastateur" du tourisme sur l'environnement », puis se conclut par : « Que l'on partage ou non leurs idées, ces militants soulèvent une question à méditer : faut-il marchandiser la nature pour la sauver? ». En réalité cette question n'est pas la nôtre car nous connaissons déjà sa réponse : marchandiser la « nature » est une manière de la

1 <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/center-parcs-roybon-debat-lyonnais-impact-devastateur-du-tourisme-environnement-1663103.html> (consulté le 18/08/2019).

détruire, non de la sauver. Nous essayons de diversifier les formats en enregistrant aussi les soirées pour les diffuser sur radio, ou encore en accompagnant nos écrits de détournements d'images de magazines (ainsi un fanzine sera bientôt publié). À partir des discussions que nous avons entre nous et des remarques régulières que nous fait le public, nous affinons notre critique des lieux communs comme « le tourisme c'est la rencontre de l'autre », ou encore « l'éco-tourisme est la solution aux problèmes du tourisme » et des faux débats stériles (actions individuelles VS collectives, tourisme de masse VS alter tourisme, etc.). Nous essayons de pousser la réflexion pour prendre du recul et éviter les pièges comme celui de la critique du touriste et non du tourisme.

Un de nos objectifs est d'établir la critique durablement à Grenoble, car c'est là où nous habitons ou travaillons. Nous faisons le choix d'intervenir dans l'agglomération où se confirme une volonté politique claire de marchandisation par le développement du tourisme au travers d'une marque territoriale notamment (Alpes is here). Il s'agit, entre autre, d'inviter à questionner ce que nous produisons et consommons ainsi que la logique qui nous conduit à avoir ce comportement touristique. Nous établissons également des contacts avec d'autres territoires, individus, collectifs, afin

d'archipéliser la critique du tourisme. Ici et là, on nous sollicite, nous sollicitons... Des liens concrets s'établissent pour attiser la réflexion et étayer l'action collective. L'antitourisme a de beaux jours devant lui!

Pourquoi critiquez-vous le tourisme?

On considère généralement le tourisme comme une activité de détente, un loisir, voire un moyen de rencontrer des cultures ou des régions qu'on ne connaît pas. Rien que du positif, donc!

Pourtant, pour qu'il y ait tourisme, il faut une mise en ordre touristique du monde, l'instauration d'un modèle économique et culturel qui, contrairement aux idées reçues, contribue à détruire la diversité humaine et territoriale. Tourisme et société de consommation vont de pair. Cette dénonciation ne va pas forcément de soi car jusque récemment l'industrie touristique bénéficiait d'un large consensus sur ses bienfaits. Comme si elle portait en elle une éthique rendant toute critique difficile. En réalité, le tourisme est le pur produit de la société industrielle, il doit son développement

à celui des transports mécanisés – eux-mêmes par leur monstruosité créant un monde à fuir –, à la production quasi illimitée



d'énergie et à la construction standardisée d'hébergements concentrationnaires à des fins locatives (cloisonnant le vacancier dans une certaine manière de vivre et surtout de consommer). Il correspond donc à une société fondée sur la surproduction et l'artificialisation par la destruction de territoires entiers et un gaspillage sans précédent. Combien le repos du travailleur crée-t-il de travail ? Combien de tonnes de charbon, de centrales nucléaires, de barils de pétroles pour pouvoir se promener à la montagne, combien de mètres cubes de béton pour découvrir les tropiques ou la délicatesse d'une orchidée ? Combien d'enfers coûtent quelques édens climatisés ? Combien de ministères du « temps libre » pour apprendre à « maîtriser son temps » ? Combien de bruits pour atteindre le silence, combien d'heures de travail pour « se payer » du repos, combien d'infrastructures pour aller au désert, combien de canons à neige pour le maintien du ski ? Combien de bagnoles et de bouchons ? Combien d'agitations pour s'échouer et bronzer sur une plage ? Et surtout, pourquoi ? Combien de soumissions pour quelques semaines à vivre comme les riches à exploiter les autres dans l'oisiveté tant méprisée du rentier ? Le travailleur, lui, l'a bien mérité évidemment. Qu'il ait fabriqué des bombes, vendu des assurances vie, ou qu'il ait enseigné la novlangue en école de commerce, peu importe, il mérite de faire peau neuve et d'oublier un temps les contraintes et le contenu de son travail, l'essentiel est d'être un travailleur ou un touriste : tout est dans le statut du moment. Tourisme et travail sont les deux faces de la même pièce. Le tourisme est l'autre réalité du travail, il en compense et atténue certains effets pour mieux le servir. Le loisir est une des jus-

tifications du travail, son prolongement en une peine supplémentaire pour digérer les marchandises. Marchandises qui singent ce que le travail bannit ; l'émotion, la liberté de mouvement, l'amusement, la sensation de vivre, le choix. Aussi, une pléthore d'activités-marchandises standardisées sont proposés pour divertir – c'est-à-dire détourner de toute émancipation réelle – le travailleur.

De plus, les congés payés et le « temps libre » sont une parenthèse entre deux moments de travail et sont inscrits dans la logique du temps contraint par celui-ci. RTT, vacances scolaires échelonnées, sont prises dans son étau ainsi que celui des intérêts des industriels du tourisme qui veulent d'une part favoriser les courts séjours et d'autre part répartir les flux de vacanciers. Nous dénonçons cette logique du travail et la séparation de nos activités qu'ils impliquent (production - consommation - culture), cette logique de prolétarianisation, de destruction progressive des savoir-faire en des gestes mécaniques, où nous ne choisissons pas ce que nous produisons, ni comment. C'est donc loin de ce travail que certaines personnes s'évadent. Fuir dans la nature, dans des parcs (sic), en montagne ou à la mer. Bien souvent cette évasion est sur-organisée par l'industrie touristique qui finalement aménage notre « temps libre ». Pour se faire, elle mobilise les territoires et leurs habitants pour valoriser tout ce qui peut l'être. Rapidement, toutes les activités se tournent vers le tourisme. Demandez aux Barcelonais qui voient leurs anciens appartements proposés sur Airbnb avec une forte hausse de loyer, les commerces de proximité et des écoles disparaître au profit de boutiques à touristes et de bars musicaux ; demandez aux Vénitiens qui

voient le tourisme ronger de plus en plus leur espace de vie au profit de celui des visiteurs (30 millions de touristes pour une ville de 54 000 habitants); demandez à celles et ceux qui se trouvent obligés de participer à la folklorisation d'une culture de vitrine; demandez aux travailleurs précaires ou saisonniers du tourisme, si le tourisme ce n'est rien que du positif!

De plus, si j'ai bien compris, la définition majoritaire du tourisme, par sa « neutralité » de façade, contribue selon vous à empêcher la critique.

En effet. « Le tourisme, selon l'*Encyclopédie Universalis*, est l'expression d'une mobilité humaine et sociale fondée sur un excédent budgétaire susceptible d'être consacré au temps libre passé à l'extérieur de la résidence principale. Il implique au moins un découcher, c'est-à-dire une nuit passée hors du domicile, quoique d'après certaines définitions il faille au moins quatre ou cinq nuits passées hors de chez soi. Il concerne un déplacement d'agrément, s'appuie sur un ou plusieurs types de loisirs conjugués ou successifs ». Cette définition du tourisme contribue à endormir la vigilance (c'est d'ailleurs ce qui fait l'essentiel de son intérêt). Elle dilue le

phénomène touristique dans l'ordinaire de l'existence, à l'image d'une nécessité existentielle glissée dans nos emplois du temps.

Visiter ses amis durant quelques jours, est-ce la même chose que séjourner à Center Parcs?

Évidemment non — peut-on

même appeler tourisme un séjour non marchand chez des parents ou des amis vivant loin? C'est dire si des activités d'intentions et d'enjeux différents sont susceptibles d'entrer pêle-mêle dans la définition du tourisme, transformant le terme en véritable mot-valise.

Tout mélanger par exemple, en ne distinguant pas le séjour gratuit chez des amis du séjour balnéaire marchand, gomme les aspérités du phénomène touristique et ses angles d'attaque. Il apparaît alors comme un objet neutre et bon enfant rendu imprenable par sa banalité apparente. En faire un phénomène « naturel » est en effet le meilleur moyen de justifier implicitement le tourisme et de le tenir à l'abri d'évaluations autres que comptables et économiques.

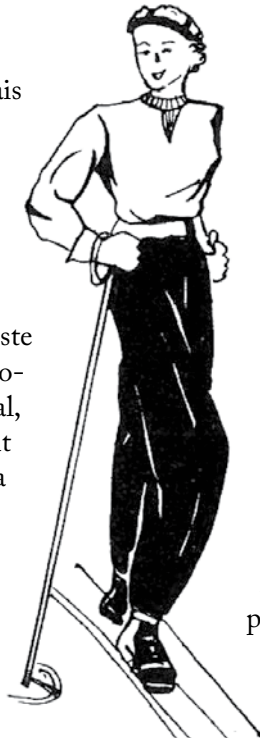
D'accord, mais alors pouvez-vous nous dire ce qu'est selon vous le tourisme, et qui fait que ce n'est pas quelque chose d'anodin et de sympathique?

Le tourisme, phénomène dont l'expansion est intimement liée à la société capitaliste et au travail salarié, à la généralisation des congés payés et au développement de la classe moyenne, apparaît dans ses formes contemporaines caractérisé par quelques traits que voici :

— le tourisme est une mobilité d'agrément organisée, planifiée autour d'attractions divertissantes dûment identifiées et valorisées comme telles, tant subjectivement par les touristes qui en ressentent l'attrait, qu'objectivement par les « développeurs » (aménageurs, promoteurs, entrepreneurs, agents de développement, opérateurs, élus) qui en élaborent l'attractivité symbolique (par la communication) et la portée commerciale (par la promotion);



– le tourisme est désormais le résultat d'une ingénierie sociale dédiée à l'aménagement de l'espace et à l'organisation d'offres commerciales adaptées. Cette ingénierie se manifeste par des dispositifs territoriaux de contrôle social, notamment concernant la gestion des flux et la valorisation d'espaces normalisés selon des critères esthétiques, économiques, sécuritaires et environnementaux, aux formes reconnaissables et aux contenus spécifiques, souvent récréatifs, parfois pédagogiques. Le résultat de l'expansion touristique, nous l'avons aujourd'hui sous les yeux : on a basculé dans l'industrie « décomplexée » du tourisme de masse. Cette industrie a largement organisé les territoires à des fins mercantiles. Le tourisme n'a plus comme finalité la recherche de la diversité mais celle du divertissement. Il tend à transformer des régions entières en zones commerciales à ciel ouvert. Pour les territoires non dotés de capital touristique, on implante des espaces créés de toutes pièces – centre de vacances, parc à thèmes ou zones de loisirs – pour édifier des univers artificiels dédiés à accueillir les flux de vacanciers. Par conséquent, si nous convenons que le capitalisme est en train de détruire le monde, la critique du tourisme devient un élément central de l'anticapitalisme.



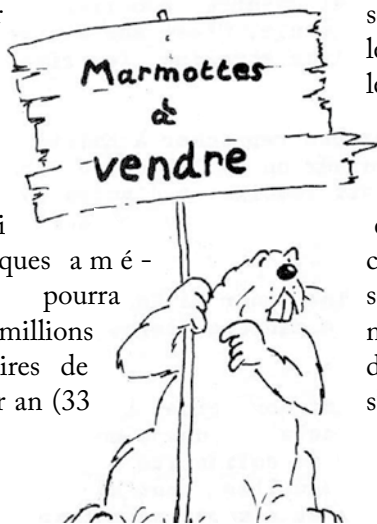
Vous avez l'air de proposer essentiellement une réflexion critique. Est-ce que certains moyens de lutte vous inspirent ? Si la critique du tourisme venait à s'élargir, de quels moyens d'action rêveriez-vous ?

La fin ne doit pas justifier tous les moyens, mais dans la limite de notre conscience morale – non moralisatrice – tous les moyens de lutte qui ne s'en prennent pas aveuglément aux individus peuvent être envisagés s'ils renforcent une opposition. La réflexion critique rendue publique reste avant tout un moyen de lutte. Elle permet de contredire le discours officiel et de donner du sens aux actions de terrain envisagées et peut même les conduire vers de nouveaux desseins.

Nous pensons que les réflexions critiques posent des bases pour une prise de conscience élargie, non seulement sur le sur-tourisme, mais également sur le tourisme en général. Elles visent à le démythifier notamment en dévoilant les politiques mises en place par l'État, les régions et les départements et les sommes colossales débloquées pour les infrastructures touristiques. Ces réflexions et ces constats pourront mener, nous l'espérons, vers des actions individuelles et collectives de refus et d'oppositions, notamment contre la construction d'infrastructures.

Notre réflexion critique vise également à redonner du sens aux oppositions aux projets d'aménagement du territoire et à les faire converger. En effet, beaucoup de ces projets ont été contestés ces dernières années. Mais ils ont été très rarement considérés par leurs opposants comme des projets d'infrastructures touristiques. Les projets d'aéroport de Notre-Dame-des-

Landes, de Ligne Grande Vitesse Lyon-Turin, d'autoroute A45 entre Lyon et Saint-Étienne, d'Europa City à Gonesse, de Center Parcs de Roybon, de Poligny et du Rousset ont été et sont souvent contestés pour leur impact environnemental (zones humides, déforestation, artificialisation de terres agricoles fertiles, espèces protégées, etc.) et très rarement pour leur impact touristique. L'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a été perçu comme une victoire des opposants. Nous pouvons effectivement nous réjouir que les bocages n'aient pas été détruits, mais les 9 millions de voyageurs par an prévus en 2040 à Notre-Dame-des-Landes seront accueillis dans l'ancien aéroport près de Nantes que l'on va aménager en conséquence. Contrairement à ce qui s'est passé contre les Center Parcs qui ont réuni certains de leurs opposants dans la coordination « Center Parcs : ni ici, ni ailleurs », les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne se sont pas manifestés contre les aménagements de l'ancien aéroport de Nantes et l'augmentation du nombre des voyageurs qui y seront enregistrés ; ou encore à Roissy où il est prévu, après la construction d'un nouveau terminal, une augmentation de 40 millions de passagers par an, notamment pour accueillir les Jeux olympiques de Paris en 2024 ; ou à Orly, qui après quelques aménagements pourra recevoir 8 millions supplémentaires de passagers par an (33



millions en 2018). Si la France est le pays qui accueille le plus de touristes dans le monde avec un objectif de 100 millions de touristes par an pour 2020, ce n'est pas un hasard mais bien parce que les infrastructures d'accueil le permettent. Et lorsque le dernier Conseil interministériel du tourisme du 17 janvier 2019 crée un groupe de travail chargé de formuler des propositions stratégiques et opérationnelles en faveur d'un tourisme durable en France, ce n'est pas pour créer une alternative au tourisme mais bien un tourisme alternatif qui s'ajoutera au tourisme de masse existant. Si on met l'accent sur le fait que 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre est dû au tourisme (dont le transport aérien représente 20 %), c'est simplement pour développer du tourisme durable. On continuera à vouloir accueillir davantage de touristes dans les aéroports. La critique du tourisme vise à dénoncer les contradictions d'un système, espérant bousculer et alimenter les oppositions existantes et à venir.

Et à l'échelle individuelle, que pouvez-vous dire à celles et ceux qui rêvent de découvrir le monde sans reproduire des comportements consuméristes ?

Chacun fait ce qu'il veut ou peut et selon son goût, mais toujours sous l'influence et les contraintes de la société. « Découvrir le monde » – si tant est que cette expression ait un sens –, sans entrer dans des rapports marchands est rendu difficile. Nous n'avons rien contre ceux qui essaient d'échapper au consumérisme, au contraire ! Mais cela nous semble insuffisant pour infléchir la course effrénée à la mise en tourisme du monde. Notre Office de l'antitourisme s'intéresse à dénoncer et s'opposer à cela et l'éthique personnelle



n'est certainement pas le remède pour opérer un changement global, aussi modeste soit-il : se préserver de certains rapports ou ne pas les encourager,

n'empêche en rien les promoteurs du tourisme de marchandiser toujours plus les activités et les relations humaines. Vouloir s'extraire de cela individuellement et ne pas se considérer comme un touriste n'empêchera ni les autochtones, ni les institutions, les promoteurs et autres acteurs « décisionnaires » de traiter des... touristes. Ainsi tout ne se joue pas entre individus. D'une part, notre rapport au monde est largement déterminé par diverses médiations culturelles et idéologiques centrées sur le profit, le développement économique et technique. Peut-on alors reprocher aux poissons de nager dans l'eau du bocal ? Peut-on même nager hors du bocal ? D'autre part l'industrie touristique s'adapte par tous les moyens à tous les territoires, à tous les goûts et reste à l'écoute de nouvelles niches à développer. C'est pourquoi elle envisagera toujours d'exploiter un secteur qui ne l'est pas encore. D'autant plus que les arrières-pays se voient obligés de vivre presque exclusivement du tourisme. Un des textes de la revue *Nunatak* sur le tourisme en montagne a pour titre « Le tourisme ou la mort ». Le caractère exclusif du tourisme rend davantage les territoires dépendants de la marchandise (et par conséquent du travail produit pour le tourisme). L'exemple du périple qu'accomplissait un voyageur accompagné de son cheval – exemple tiré du *Manuel de l'antitour-*

*isme*² – est très significatif : dix ans après avoir fait un premier voyage inoubliable, le voyageur voyait cette fois-ci ses demandes d'hospitalités refoulées. Durant ce second voyage, l'hospitalité s'était transformée en prestations : on lui proposait plutôt de se diriger vers le prochain gîte qui accueillait également les chevaux, et le foin et la paille s'avéraient désormais compris dans le prix de la pension. Entre temps, le marché s'était adapté à cette nouvelle demande. Le management du monde par le tourisme rend ardue la possibilité de faire autrement, y compris de la part de personnes averties et vigilantes. Cet accaparement est bien illustré à travers l'exemple de Jack Kerouac ou de Nicolas Bouvier. Kerouac refusait toute institutionnalisation, il était parti en quête d'un « dérèglement de tous les sens » dont il ne devait plus revenir. De son côté lorsque Nicolas Bouvier voyage, il n'avait probablement pas l'idée qu'il allait devenir une figure emblématique du récit de voyage. Il partait à la recherche d'un savoir par les pieds, par la peau, il voulait s'immerger dans d'autres réalités. Leur voyage était considéré comme une manière de s'évader, non au sens où l'entendent les publicitaires, plutôt à la manière de qui entend sortir de la cage des conditionnements culturels. Cette question relève toujours d'un enjeu crucial au plan philosophique, et ce type d'expérience n'est, parce qu'il trouve son lieu dans l'intimité des consciences, pas récupérable. Aussi n'a-t-il cure des lieux touristiques et des bons plans, des appels aux selfies, des modes de l'exotisme. Il n'obéit à aucun critère quantitatif, nul besoin d'aligner les kilomètres ou de multiplier les destinations.

2 Rodolphe CHRISTIN, *Manuel de l'antitourisme*, éd. Écosociété.

Il ne marche sur les pas d'aucune avant-garde plus ou moins éclairée. Mais que reste-t-il de ces aventures singulières dans le voyage des routards modernes? N'oublions pas que lorsque Jack Kerouac voit les hordes de jeunes gens partant sur les routes, il s'est désolidarisé de cet engouement qu'il a suscité et qui a donné lieu à une avant-garde touristique. Aucune de ces aventures marginales n'était destinée à devenir une ligne valorisante sur un CV ni rendre un individu attractif sur le marché des relations sociales de l'existence. Une fois ce processus d'appropriation achevé, il devient difficile de sortir des conditionnements par ce même chemin. Marc Augé le constate dans son livre *L'impossible voyage, le tourisme et ses images*. Catherine de Clippel qui l'accompagne essaie de détourner à un certain moment l'objectif d'un centre de loisirs tel que Disneyland, il se rend compte que sa démarche est absurde car les espaces de divertissements ordonnent certains comportements. Adopter des attitudes contraires n'a pas de sens. Ce qui est vrai pour ces espaces de loisirs confinés, l'est aussi plus généralement pour ce « monde à découvrir » soumis à l'organisation scientifique des loisirs. Toutes les régions du monde sont ainsi devenues des « produits », des « prêts-à-consommer » que le tourisme numérique tend à étendre indéfiniment et dans tous les endroits avec notre « mouchard à consommer » qu'est le *smartphone*.

En parallèle de cette marchandisation bien réelle du monde on peut questionner

le désir ou le « rêve » de « découvrir le monde » en voyageant; en effet, celui-ci ne va pas de soi. Ne relève-t-il pas d'un imaginaire touristique? Le voyage n'est-il pas devenu un nouveau fétiche dans la quête forcenée du « bonheur » individuel? Une forme de dégagement en lieu et place d'un engagement? Dans une société de masse, nos aspirations ne sont-elles pas formatées par l'ingénierie du rêve pré-conçu et du divertissement? Sortir du voyage consumériste pour retrouver une certaine authenticité n'était-ce pas une des nouvelles formes largement plébiscitées par la propagande du « slow », de « l'authentique », du « local »? Si l'aspiration à consommer moins est respectable, elle est une doxa qui ne doit pas uniquement accaparer l'attention sur une alternative immédiate, pratique et individuelle au détriment des questions sur l'origine des désirs qui nous animent – tous les désirs sont-ils émancipateurs quand bien même seraient-ils « locaux » et « slow »? De plus, l'irrésolution d'une question peut laisser coi, seulement, sortir d'un prêt-à-penser – ou prêt-à-panser – et peut aussi permettre à l'individu de retrouver voix au chapitre.

**Pour contacter l'Office de
l'antitourisme par courriel :
anti-tourisme@riseup.net ;
par courrier : De tout bois – Le monde à
l'envers, 22 rue des Violettes,
38100 Grenoble, qui transmettra.
Illustrations tirées de la revue
*Transhumances***

